



2010
2011

Rapport d'activité



FONDATION ITSRS
Institut de Travail Social
et de Recherches Sociales

**IRTS Ile-de-France
Montrouge
Neuilly-sur-Marne**
Institut Régional
du Travail Social

Adhérent au Groupement
National des Instituts du travail
social



Président de la Fondation : Hugues DUBLINEAU

Directeur général : Jean Christophe PANAS

FONDATION ITSRS

Institut de Travail Social et de Recherches Sociales

IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne

Institut Régional du Travail Social

1 rue du 11 novembre

92120 Montrouge

Tél. 01 40 92 35 02

Fax. 01 40 92 35 00

Site de Montrouge : contact.montrouge@irts-montrouge-neuilysurmarne.com

Site de Neuilly-sur-Marne : contact.neuilly@irts-montrouge-neuilysurmarne.com

www.itsrs-montrouge-neuilysurmarne.com

Sommaire

Préambule

- Réformer les études par Jacques Riffault p. 5

1^{ère} Partie

- Activités des filières et des sites par Olivier Huet p. 13

2^{ème} Partie - Etudes et recherche

- Activité Recherche sous la responsabilité de Brigitte Berrat p. 32
- Recherche PICRI par Anne Petiau p. 34
- Conseil de l'Europe par Jean Christophe Panas p. 35
- Le Sociographe et l'IRTS par Irène Kontomichos p. 36
- 1ères rencontres régionales européennes - L'innovation sociale et le territoire par Yves Haddadi p. 37
- Les salariés de l'IRTS écrivent par Anne Bernard p. 40

3^{ème} Partie - Contributions à une pédagogie active

- Perspectives pour la rentrée Septembre 2011 par Catherine Boulenger p. 44
- Pour une pédagogie active - L'exemple du cahier de professionnalisation par Véronique Fanfant p. 49
- Culture et accompagnement par Joël Kerouanton p. 51
- Mise en place d'une plate forme d'outils collaboratifs et d'encadrement pédagogique en ligne par Danièle Chabrier p. 52
- Biennale du film d'action sociale par Marie-Christine Girod p. 55
- Festival de la musique par John Ward p. 63
- Quelques mots encore par Marie-Josée Gacogne-Quesnel p. 64

4^{ème} Partie - Services supports

- Organisation de la Direction générale p. 67
- Service des Ressources humaines p. 72
- Service communication Année 2010 par Marie-Christine Girod p. 73
- Centre de ressources documentaires Neuilly-sur-Marne par Anne Bernard p. 77
- Restructuration de l'espace de restauration du site de Montrouge par Suzy Ribeiro p. 79

Sigles

Préambule - Réformer les études

PAR JACQUES RIFFAULT
Directeur du site de Neuilly-sur-Marne

Au plan pédagogique, l'année 2010 peut être considérée comme le moment initial d'un projet de réforme de l'ensemble des études.

Au cours du premier semestre, l'audit commandé par le Conseil de Fondation pour évaluer les formations de niveau III a contribué à donner une nouvelle impulsion à une réflexion pédagogique se traduisant déjà par des évolutions dans les programmes de formation validés dans la discipline universitaire AES.

Parallèlement à l'audit, les réunions pédagogiques ont aussi permis de faire un état des lieux de nos formations après la mise en place des référentiels et des dispositifs de certification.

Le séminaire pédagogique de juillet 2010 a représenté le moment fort de toute cette réflexion qui a pu déboucher ensuite sur l'élaboration d'un projet de réforme des études de niveau III.

Ce projet est ambitieux puisqu'il entend apporter une diversification de l'offre pédagogique simultanément autour des deux grands axes professionnel et universitaire. Ambitieux, car il s'agit ici d'initier un montage pédagogique permettant de répondre aux exigences des besoins du secteur social et médico-social sans céder à la qualité d'un enseignement universitaire, tout comme il s'agit de développer une pédagogie susceptible de convenir à un public dont le rapport au savoir a considérablement évolué.

Pour rappel, la spécificité de notre IRTS est de proposer aux étudiants de niveau III, sur les deux sites, et cela depuis maintenant 20 ans, un cursus unique à double validation :

- professionnelle par la présentation aux 3 diplômes d'état, Assistant de Service Social, Educateur Spécialisé, Educateur de Jeunes Enfants,
- et universitaire, par l'obtention d'une Licence AES.

Cette orientation cherchait à répondre à ses débuts à plusieurs objectifs :

- Permettre à des diplômés en travail social d'obtenir un diplôme universitaire de niveau Licence en l'absence d'équivalence entre les trois années de formation professionnelle et les trois années de formation universitaire. Pour mémoire, cette équivalence était aussi une revendication forte des professionnels, en particulier les assistants sociaux, et le reste, celle-ci n'ayant toujours pas abouti. L'obtention d'une licence était ainsi le moyen d'ouvrir l'accès du second cycle universitaire pour les travailleurs sociaux désireux de poursuivre des études.
- Le second objectif était de renforcer l'acquisition des connaissances dans les domaines théoriques et académiques pour préparer les futurs professionnels aux changements à venir dans les modalités de l'exercice professionnel.

- Un autre objectif était d'ouvrir des possibilités pour des travailleurs sociaux diplômés d'occuper des fonctions nouvelles liées à l'apparition de nouveaux problèmes et/ou de nouvelles organisations, voire de nouveaux métiers du social, ou encore de préparer des concours administratifs ou des diplômes donnant accès à des postes de responsabilité et d'encadrement dans le secteur public ou associatif en pleine expansion à l'époque.

Le choix de l'AES et de la formation pluridisciplinaire autour de l'axe droit, économie, sciences sociales, s'explique autant par cet objectif que par les rencontres qui ont permis de sceller ce partenariat avec l'université.

Au plan pédagogique, ce dispositif reposait sur une mise en tension, entre des enseignements universitaires disciplinaires, théoriques et abstraits, organisés eux-mêmes de façon académique dans une pédagogie universitaire classique alliant cours magistraux et travaux dirigés, sanctionnés par un contrôle de connaissance prenant la forme d'un examen et une formation professionnelle privilégiant la maïeutique, la mise en situation expérientielle, l'appropriation de savoir-faire dans l'échange avec les professionnels et entre pairs et le développement des aptitudes créatives et au « faire avec », le tout reposant à la fois sur l'alternance stage/école, et un accompagnement privilégiant le petit groupe comme unité de base.

De fait, cette mise en tension a connu diverses modalités, de la tendance à la juxtaposition, c'est-à-dire au « double cursus » au détriment de la formation professionnelle, aux diverses tentatives de correction ou de remaniement de « maquette ».

Ce dispositif a su produire des professionnels reconnus et a représenté une offre attractive pour beaucoup d'étudiants qui trouvaient, certes, ce cursus plus difficile, mais dans l'ensemble, en reconnaissaient l'intérêt et le bénéfice après l'avoir expérimenté.

Du côté des professionnels, les choses étaient davantage polémiques : des critiques classiques de l'intellectualisation excessive à celles non moins classiques de l'inadéquation structurelle des jeunes diplômés à la réalité de ce qu'on leur demandait, tout dépendait en fait des réseaux et des courants liés aux différentes écoles.

UN DISPOSITIF PEDAGOGIQUE QUI RENCONTRE AUJOURD'HUI SES LIMITES

Après vingt ans, ce dispositif demande à être revisité. La situation a en effet changé sur plusieurs plans :

- Le champ professionnel s'est modifié considérablement ; de nouveaux métiers sont apparus, les besoins des populations se sont diversifiés, des pratiques nouvelles liées à des besoins nouveaux se sont développées, les frontières délimitant le champ professionnel et le démarquant des autres champs ont modifié leur tracé et certaines problématiques psycho-sociales se sont aggravées appelant les travailleurs sociaux à chercher des réponses nouvelles, sans toujours en avoir les moyens.
Une tension est également apparue entre un « social installé » campant sur ses organisations et ses acquis, peu enclin à l'innovation et des pratiques sociales émergentes se développant en dehors ou en rupture avec celui-ci.

- Les conditions de l'exercice professionnel se sont spécialisées au point qu'on puisse se demander si des formations généralistes comme l'étaient et le sont encore les formations professionnelles permettent de façon suffisante la construction d'une identité, ou si -c'est l'autre face du même problème- la définition des métiers ASS, ES, EJE a encore un sens suffisant pour définir une identité chez les acteurs.
C'est dans ce contexte qu'on a pu parler de crise des identités et de brouillage des catégories. Et c'est aussi dans ce même contexte qu'il faut sans doute resituer les critiques actuelles sur la multiplication des diplômes et les problèmes de territoire qu'elle induit. D'où la perspective envisagée par certains d'un seul métier de travailleur social se déclinant en fonctions et en compétences requises spécifiques.
- La dernière réforme des diplômes, fondée sur le paradigme des compétences et des référentiels qui les accompagnent, en même temps qu'elle a permis la validation des acquis de l'expérience a eu pour effet non souhaité de transformer les instituts de formation en « machine à certifier », toutes les activités relevant de la formation professionnelle étant désormais organisées et finalisées dans l'unique but d'obtenir la certification dans les différents domaines de compétences impliqués.
Là où il y avait un seul examen avec plusieurs épreuves, il y a désormais autant d'examens et autant d'épreuves leur correspondant que de domaines de compétences. Comme il faut les réussir tous pour obtenir son diplôme d'état, ceux-ci ne se compensant pas entre eux, il faut autant de préparations, jurys blancs ou autres.

Soumis dans le même temps aux exigences de la validation universitaire, désormais semestrialisée, nos étudiants passent ainsi leur temps à préparer et à passer des examens avec tout ce que cela implique en terme de pression et de stress.

Malgré tout cela, nous continuons à accueillir des étudiants et à essayer de leur donner une formation, à la fois universitaire et professionnelle, mais au prix de tensions de toutes.

Il nous faut donc reprendre la main et retrouver l'esprit instituant et innovant qui est celui de notre IRTS, dans sa filiation et dans sa fondation.

PROPOSITIONS POUR UNE REFORME

Comme évoqué lors de la réunion du Conseil de Fondation de mai 2010, et dans le prolongement de l'audit effectué en début d'année, la réflexion de la Direction générale puis celle de l'équipe pédagogique lors de notre séminaire de juillet, se sont orientées sur trois axes :

- Celui d'une diversification de l'offre de formation afin de s'adapter aux nécessités d'évolution évoquées ci-dessus ;
- Celui d'une redéfinition de l'orientation pédagogique de la première année afin de permettre à chaque étudiant d'élaborer un véritable projet individuel de formation ;
- Celui d'une proposition d'accompagnement pédagogique adapté aux étudiants en difficulté.

1. Diversifier l'offre de formation

L'accord s'est fait sur l'identification dans le travail social tel qu'il est aujourd'hui mis en œuvre de trois ou quatre grands axes transversaux :

- Un axe relationnel visant à provoquer des effets de changement chez les personnes en s'appuyant sur la relation avec celles-ci. Cet axe peut être dit « clinique ». De la « clinique », il rencontre en effet toutes les difficultés et exigences d'élaboration avec d'autres et à partir de la relation d'aide, d'éducation ou de soin, d'un savoir portant sur la singularité des personnes, des familles ou des groupes auprès desquels les travailleurs sociaux travaillent, afin de pouvoir déployer une action rationnelle. Ce qui n'est qu'une composante parmi d'autres, devient un axe principal sur certains terrains d'activité et une demande explicite de formation émanant des responsables de ces terrains.
- Un axe « économique et social » capable de saisir les déterminants complexes d'une situation et de connaître le mieux possible les possibilités existantes pour la faire évoluer dans un sens favorable à l'usager, tout en étant sensible à l'action territorialisée, et à la mobilisation des ressources collectives pour l'action sociale. Pour rappel, l'axe « développement social » est depuis longtemps une « spécialité » que nous proposons en fin de cursus. Les compétences qui sont mobilisées pour un travail de ce type sont aujourd'hui explicitement recherchées par un pan entier des employeurs.
- Un axe plus « politique », prenant acte de l'importance grandissante des élus dans la détermination et la mise en œuvre des politiques publiques au niveau local et territorial, demandant de plus en plus aux travailleurs sociaux d'être en capacité d'entrer dans une interlocution féconde avec ces derniers, de savoir élaborer et conduire des projets susceptibles de retenir l'attention des décideurs politiques, de travailler en réseau, autant de compétences qui ne s'improvisent pas mais supposent une connaissance approfondie de ce que sont les ressorts de la vie politique aux différents échelons de décision. Ce sont là aussi des compétences qui commencent à être recherchées notamment dans le cadre de politiques associatives de plus en plus soumises au régime des appels d'offre, et de moins en moins assurées de leur pérennité automatique.
- Un autre axe, plus « environnemental », s'inscrivant dans une politique plus générale de prévention en santé publique, incluant des dispositifs d'action collective d'éducation ou d'accès aux droits, fait appel à des compétences dans les différents domaines de la communication, de la participation des usagers, du travail avec les associations, et suppose des approfondissements dans chacun de ces domaines. Là encore ces profils professionnels commencent à être recherchés à l'échelon local.

L'identification de ces grands axes permet de concevoir une diversification de notre offre de formation et peut trouver des concordances aussi bien avec certaines parties des référentiels professionnels sur lesquelles l'accent serait ainsi mis, qu'avec certaines disciplines universitaires (psychologie pour l'axe « clinique », AES pour l'axe « économique et social », sociologie et science politique pour l'axe « politique », Sciences sociales et santé pour l'axe « environnemental »), identifiant autant de partenaires potentiels.

Il s'agit de proposer avec le partenariat ad hoc un parcours à dominante, sous la forme de quatre mentions distinctes développées en 2^{ème} et 3^{ème} année, étayées sur un socle commun et notamment sur une première année refondée.

2. Redéfinir la construction pédagogique de la première année

Dans une diversification ainsi conçue, la question du choix de l'étudiant devient déterminante. Il faut donc lui proposer la possibilité d'un choix éclairé, effectué dans une conscience et une connaissance suffisante pour porter ensuite une motivation, une orientation et une construction professionnelle.

Cela suppose de concevoir une première année généraliste et commune comprise à la fois comme :

- une prise de contact avec les multiples facettes de l'exercice professionnel (état des lieux),
- une prise de contact avec les savoirs convoqués par cet exercice,
- un temps de bilan des compétences possédées sans nécessairement savoir qu'elles le sont, et de celles qu'il convient d'acquérir,
- un temps d'élaboration de son choix pour l'avenir de la formation (telle ou telle mention, et pourquoi pas à terme, tel ou tel métier),
- un retour effectué sur le sens pour soi-même d'un tel choix professionnel.

Définie ainsi, cette première année doit laisser une place déterminante à l'accompagnement formatif individuel et collectif.

Sur ce point, l'IRTS a une expérience accumulée, sur laquelle il convient de s'appuyer pour inventer un accompagnement formatif permettant l'élaboration d'un projet individuel de formation formalisant le choix d'une mention.

La réflexion des équipes est déjà engagée sur cette question reconnue par tous comme stratégique et s'oriente vers une construction pédagogique permettant la découverte et l'étude du champ professionnel ainsi que celle des savoirs contributifs à partir d'un ancrage préalable sur les terrains d'exercice. Cela entraîne une modification dans l'organisation de l'alternance s'efforçant de donner son plein sens à la notion de « site qualifiant » et suppose d'impliquer davantage les professionnels dans la formation (voir le texte proposé par Catherine Boulenger dans le présent rapport).

3. Proposer un accompagnement spécifique aux étudiants en difficulté

Nous constatons régulièrement que des étudiants en nombre variable rencontrent des difficultés dans les aspects théoriques de la formation se traduisant par des échecs dans la validation universitaire du cursus suivi ou dans la production des travaux écrits obligatoires pour obtenir les certifications professionnelles.

Il nous faut proposer à ce petit nombre d'étudiants des dispositifs d'accompagnement renforcé s'inspirant là encore de l'accompagnement des candidats à la VAE : accompagnement individuel, aide à la mise en mots de l'expérience... Cela suppose d'organiser différemment la formation pour ces étudiants notamment en fin de cursus, et de prendre ainsi acte du fait

que les mêmes apprentissages peuvent prendre des formes et suivre des rythmes différents selon l'histoire propre de chacun. Ces étudiants ne doivent pas rester « au bord de la route ». Il s'agit là d'un chantier pédagogique à ouvrir et sur lequel des expériences devront être menées.

Ces trois points - diversification de l'offre pédagogique, réforme de la première année et construction de dispositifs pédagogiques adaptés aux étudiants en difficulté - sont liés et cohérents entre eux.

Ils constituent une réforme globale des formations de niveau III qui demandera, dès lors qu'elle sera appliquée, à être suivie et évaluée à chaque étape, et qui entraînera dans un second temps une réforme des études également pour les autres formations en particulier de niveau IV et V.

C'est pourquoi l'appui d'un « Comité scientifique » de veille et d'évaluation de ce projet paraît déterminant en même temps que de nature à en favoriser la mise en œuvre.

Sur cette base, des contacts ont été pris avec les différents partenaires universitaires afin de vérifier la faisabilité de ce projet :

- l'Université Paris 13 avec laquelle nous sommes en partenariat sur plusieurs formations se déroulant sur les deux sites (AES, DEIS sur le site de Neuilly, Master MOSS sur le site de Montrouge)
- l'Université d'Evry Val d'Essonne avec laquelle nous sommes en partenariat sur le site de Montrouge pour l'AES

Les contacts se sont avérés fructueux avec Paris 13. Les propositions de l'Université d'Evry n'ont finalement pas été retenues en raison de leur écart avec notre projet.

- Des commissions de travail ont été constituées sur les deux sites qui ont pu réfléchir principalement sur la réforme de la première année, notamment une réforme de l'organisation de l'alternance, une redéfinition des modalités et du contenu de l'accompagnement pédagogique, une réflexion sur les contenus et les méthodes d'enseignement.
Ce travail de réflexion s'est complété début 2011 par l'organisation d'un séminaire des formateurs autour des évolutions de leur métier.
- Une réforme de l'organisation de notre administration pédagogique sur les deux sites a été engagée, se traduisant par la création de « départements » distincts (« certifications et examens », « études » et « étudiants ») sur le site de Neuilly-sur-Marne et d'une répartition des secrétariats par année sur le site de Montrouge.
Cette réorganisation est encore évolutive et devra trouver en 2011 les voies de sa mise en cohérence sur les deux sites.
- Un premier bilan de cette première étape a pu être présenté au Conseil de Fondation de décembre 2010 qui a confirmé l'orientation prise et fixé l'échéance de mise en œuvre du projet à septembre 2011.

Les contacts pris avec Paris 13 ont permis de finaliser un programme pédagogique intégré (cursus unique à double validation) déboucheront sur les diplômes professionnels d'ASS, d'ES et d'EJE, et un L3 AES pour la mention du même nom, un L3 sociologie et sciences politiques pour la mention du même nom, un L3 sciences sociales et santé pour la mention du même nom (le problème devrait être finalisé dans les prochains jours) et un L2 de psychologie pour la mention clinique.

Ces programmes prévoient une première année intégralement commune aux quatre mentions et aux trois formations professionnelles concernées, le parcours se spécifiant progressivement en deuxième et troisième année.

Un livret exhaustif « tiré à part » est mis à disposition pour les membres du Conseil d'Administration.

1^{ère} Partie – Activités des filières et des sites

I Formations initiales

Effectifs globaux

L'élément marquant reste ici la douce mais sensible baisse des effectifs de notre IRTS. En effet, nous sommes passés de 1 541 étudiants en 2009, à 1 496 en 2010 et 1 479 en 2011. Les tableaux joints donneront le détail, mais, en première lecture, le constat est que c'est sur la part de l'effectif subventionné que se porte la perte d'étudiants (respectivement, de 2009 à 2011 : 1 088 ; 1 049 ; 1 032).

La différence ne se fait pas, de manière significative, par site, bien que l'effectif de Neuilly-sur-Marne soit légèrement supérieur : 757 en 2010 et 746 en 2011 contre, respectivement à Montrouge 739 et 733.

Ce sont les ASS (-30 entre 2010 et 2011) qui sont concernés par cette baisse. Une redistribution des ESA du Conseil régional, au bénéfice notamment des EJE, permettrait de combler ce déficit.

EFFECTIF DES ETUDIANTS AU 18 MARS 2010

FILIERES	SITE DE MONTROUGE			SITE DE NEUILLY SUR MARNE			TOTAL SUBVENTION	TOTAL FE	TOTAL ETUDIANTS
	Nombre d'étudiants	Subvention CRIF	Financement Ext.	Nombre d'étudiants	Subvention CRIF	Financement Ext.	Montrouge/Neuilly	Montrouge/Neuilly	Montrouge/Neuilly
EDUCATEURS SPECIALISES									
1ère A	92	87	5	100	79	21	166	26	192
2ème A	82	82	0	97	78	19	0	19	19
3ème A	87	81	6	89	75	14	156	20	176
Formation en 1 an	7		7	0			0	7	7
Guidance individuelle	11		11	6		6	0	17	17
TOTAL	279	250	29	292	232	60	482	89	571
ASSISTANTS SOCIAUX									
1ère A	58	53	5	43	38	5	91	10	101
2ème A	43	42	1	42	40	2	82	3	85
3ème A	50	50	0	40	33	7	83	7	90
Post VAE	0	0	0	0		0	0	0	0
Guidance individuelle	14		14	15		15	0	29	29
TOTAL	165	145	20	140	111	29	256	49	305
EDUCATEURS JEUNES ENFANTS									
1ère A	34	34	0	43	40	3	74	3	77
2ème A	36	35	1	40	39	1	74	2	76
3ème A	32	30	2	38	37	1	67	3	70
Guidance individuelle	1		1	1	0	1		2	2
TOTAL	103	99	4	122	116	6	215	10	225
MONITEURS EDUCATEURS									
1ère A	42	20	22	47	20	27	40	49	89
2ème A	49	29	20	38	9	29	38	49	87
Guidance individuelle	5	0	5	0	0	0	0	5	5
TOTAL	96	49	47	85	29	56	78	103	181
AIDES MEDICO-PSYCHOLOGIQUES									
1ère A	14		14	16		16		0	0
2ème A	10	0	10	28	0	28	0	38	38
Guidance individuelle	0	0	0	6	0	6	0	6	6
TOTAL	24		24	50		50	0	44	44
CAFERUIS									
1ère A				25		25			
2ème A				22		22			
TOTAL				47		47	0	47	47
CESF	19	18	1				18	1	19
SURVEILLANTS DE NUIT	19	0	19				0	19	19
MAITRESSE DE MAISON	14	0	14				0	14	14
ETS 2ème année	1	0	1				0	1	1
AUXILIAIRE DE VIE SOCIALE							0	0	0
MONITEUR D'ATELIER				16	0	16	0	16	16
DEIS				5		5	0	5	5
MASTER							0	0	0
Master 1	10	0	10				0	10	10
Master 2	9	0	9				0	9	9
TOTAL	19		19	0		0	0	19	19
TOTAUX	739	561	178	757	488	269	1049	447	1496
TOTAL GENERAL				1496					

EFFECTIF DES ETUDIANTS AU 15 FEVRIER 2011

FILIERES	SITE DE MONTROUGE			SITE DE NEUILLY SUR MARNE			TOTAL SUBVENTION Montrouge/Neuilly	TOTAL FE Montrouge/Neuilly	TOTAL ETUDIANTS Montrouge/Neuilly
	Nombre d'étudiants	Subvention CRIF	Financement Ext.	Nombre d'étudiants	Subvention CRIF	Financement Ext.			
EDUCATEURS SPECIALISES									
1ère A	86	85	1	102	79	23	164	24	188
2ème A	93	88	5	90	77	13	166	18	184
3ème A	81	81	0	94	75	19	156	19	175
Formation en 1 an	5		5				0	5	5
Guidance individuelle	18		18	15		15	0	33	33
ES1 Post Vae	1		1				0	1	1
TOTAL	284	254	30	301	231	70	485	100	585
ASSISTANTS SOCIAUX									
1ère A	39	37	2	41	35	6	72	8	80
2ème A	52	48	4	37	34	3	82	7	89
3ème A	43	42	1	39	37	2	79	3	82
Post VAE	2		2				0	2	2
Guidance individuelle	10		10	12		12	0	22	22
TOTAL	146	127	19	129	106	23	233	42	275
EDUCATEURS JEUNES ENFANTS									
1ère A	34	32	2	43	40	3	72	5	77
2ème A	35	35	0	42	39	3	74	3	77
3ème A	34	33	1	40	39	1	72	2	74
Guidance individuelle	4		4	1		1		5	5
TOTAL	107	100	7	126	118	8	218	15	233
MONITEURS EDUCATEURS									
1ère A	39	19	20	43	20	23	39	43	82
2ème A	43	22	21	43	19	24	41	45	86
Guidance individuelle	8		8	2		2	0	10	10
TOTAL	90	41	49	88	39	49	80	98	178
AIDES MEDICO- PSYCHOLOGIQUES									
1ère A	12		12	10		10	0	22	22
2ème A	12		12	15	0	15	0	27	27
				1		1	0	1	1
TOTAL	24		24	26		26	0	50	50
CAFERUIS									
1ère A				25		25	0	25	25
2ème A				23		23	0	23	23
TOTAL				48		48	0	48	48
CESF	18	16	2				16	2	18
Guidance individuelle	2		2				0	2	2
TOTAL	20	16	4	0		0	16	4	20
SURVEILLANTS DE	12	0	12				0	12	12
MAITRESSE DE MAISON	12	0	12				0	12	12
ETS 2ème année	1	0	1				0	1	1
AUXILIAIRE DE VIE SOCIALE							0	0	0
MONITEUR D'ATELIER				21		21	0	21	21
DEIS				7		7	0	7	7
MASTER							0	0	0
Master 1	16	0	16				0	16	16
Master 2	21	0	21	0		0	0	21	21
TOTAL	37		37	0		0	0	37	37
TOTAUX	733	538	195	746	494	252	1032	447	1479
TOTAL GENERAL	1479								

1. Pôle Accompagnement de Proximité

Sur chacun des sites, pour la deuxième année consécutive ce pôle a changé de responsable, ce qui a produit une certaine instabilité auprès des promotions 2009-2011, et une certaine carence dans l'entretien et le développement de partenariats en cours. En effet, les neuf mois d'absence consécutive d'un des deux responsables de pôle ont ralenti la continuité des projets qui avaient été initiés par celui-ci responsable, même si cette absence a pu être suppléée grâce au grand investissement de Catherine Roulhac sur le site de Neuilly-sur-Marne.

A Montrouge, depuis septembre 2010, l'accent sur le plan pédagogique a été pour les aide médico-psychologique de renforcer les suivis individuels, de mettre en place un dispositif d'accompagnement spécifique pour les étudiants ayant des grandes difficultés à l'écrit, tout en assurant la continuité des enseignements dispensés en première année (2009).

Ces différents constats ont amené plusieurs réponses.

- **Dispositif PAVE.** L'IRTS a remporté un appel d'offre lancé par le Conseil régional d'Ile-de-France et la Communauté de communes Sud de Seine. Nous nous sommes donc engagés dans un plan d'accompagnement vers l'emploi pour douze candidats dont l'objectif est l'obtention d'un contrat de professionnalisation ainsi que le diplôme d'Etat d'aide médico-psychologique.
- **Nouvelle promotion en décembre 2011 :** il s'agit de maintenir le même rythme que précédemment en intégrant une nouvelle promotion de quinze personnes dans le système actuel. Cela nécessite un effort accru en termes de communication vers l'extérieur mais aussi et surtout un travail de fond visant à développer un tissu partenarial avec des employeurs potentiels. Ce travail ne pourra porter ses fruits qu'à long terme.
- **Diversification de l'offre de formation :** à travers la mise en place d'un dispositif d'assistant en gérontologie, ce pôle entend diversifier son offre de formation en proposant aux employeurs et aux professionnels déjà en poste une offre de formation innovante qui pourrait démarrer fin novembre 2011. Une équipe pédagogique dédiée à cet effet a déjà été contactée, la maquette pédagogique est en cours de finalisation et le planning sera prêt pour la rentrée de septembre.

Résultats aux examens

Filière	Présenté	Homme	Femme	Reçu	Homme	Femme	Ajourné
AMP	37	3	34	36	3	33	4
Surveillant de Nuit	15			14			1
Maîtresse de Maison	7			6			1
AVS	8		8	4		4	4
Moniteur atelier	16	8	8	16			0

3 AMP ajournées ont passé le rattrapage en novembre 2010 et ont été admises.

2. Formation Moniteur éducateur - ME

L'activité de la filière moniteur éducateur a été basée cette année sur la poursuite des efforts concernant la consolidation des parcours de formation selon la réforme introduite par le décret N° 2007-898-du 15 mai 2007. Il s'agit donc de la deuxième année de passation du nouveau diplôme, l'objectif est d'arriver à un pourcentage de réussite au mois de juin 2011 aussi satisfaisant que celui de juin dernier.

Parallèlement, des nouveaux liens ont été tissés avec les employeurs ayant envoyé leur personnel en formation de façon régulière et donc susceptibles de continuer le partenariat avec l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne. Deux réunions de coordination et d'information ont été organisées à leur intention, l'accent étant mis sur les modalités d'accompagnement et sur l'alternance en site qualifiant.

A Montrouge, le pôle médiations éducatives a continué à fonctionner avec très peu de formateurs en interne. En effet sur les six Groupes d'Evaluation Pédagogique (GEP) seulement deux sont assurés par des formateurs permanents de l'institut. Nous avons donc dû modifier le fonctionnement habituel en intégrant plus des formateurs vacataires susceptibles d'assurer cette prestation importante qui constitue le fil conducteur (en termes d'enseignement) du parcours de formation des moniteurs éducateurs.

Nous avons renforcé les temps des réunions et de coordination entre les formateurs occasionnels et les formateurs permanents et nous travaillons à une meilleure lisibilité de l'activité pédagogique de la filière à travers, entre autres, des documents pédagogiques adressés aux étudiants bientôt disponibles sur le site Internet de l'institut.

À ces différents constats, plusieurs réponses sont apportées :

- **Renforcement du tissu partenarial** : avec les employeurs potentiels et les sites qualifiants.
- **Diversification de l'offre de formation**, en proposant à Montrouge, lors de la prochaine rentrée (2011) la formation de moniteur éducateur en apprentissage. Plusieurs associations importantes, ont été approchées et se sont d'ores et déjà montrées intéressées par notre proposition, c'est le cas par exemple de l'association Jean Cotxet, la Croix-Rouge, les Orphelins Apprentis d'Auteuil, etc. Nous avançons sur ce projet avec comme objectif une rentrée de 10 à 12 candidats en novembre. Une grande partie de ces candidats est constituée d'anciens ambassadeurs de la Défenseure des enfants.
- **Communication vers l'extérieur** : il s'agit de renforcer la participation à des salons, portes ouvertes et autres moments événementiels permettant de faire connaître l'activité de la filière, la qualité des résultats en termes de certification ainsi que la spécificité du projet de l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne.
- La nouvelle architecture pédagogique que l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne est en train de se donner autorise à identifier les différents modules susceptibles de constituer un point de croisement, ou plus exactement de transversalité, entre les formations de niveaux IV et III. Cela demande une mise à plat complète de l'architecture de formation de moniteur éducateur telle qu'elle est

organisée aujourd'hui. La réflexion de l'équipe pédagogique de cette filière à avancé, entre autres, sur l'idée d'inverser l'ordre de stage pour le niveau IV (qui n'a pas varié depuis 1998). En effet, les moniteurs éducateurs font aujourd'hui leur stage à responsabilité éducative (stage long) en première année, le stage court de huit semaines n'a lieu qu'en deuxième année. Inverser cet ordre permettrait aux étudiants de niveau IV de s'inscrire dans la dynamique entamée par les formations de niveau III avec des stages de découverte progressifs et collectifs, permettant ainsi une meilleure appropriation de l'identité professionnelle visée.

- Un deuxième axe de réajustement pédagogique consiste à mettre en place des modules communs, entre les filières éducateur spécialisé et moniteur éducateur, ayant comme thématique la connaissance de la personne, la relation éducative, l'accompagnement social spécialisé, la dynamique des groupes et les techniques de médiations éducatives. Autrement dit l'essentiel du contenu du DF1 et du DF3 chez les moniteurs éducateurs.

Résultats aux examens

Filière	Présentés	Hommes	Femmes	Reçus	Hommes	Femmes	Ajournés
ME	87	28	59	78	28	50	9

3. Formation Educateur spécialisé - ES

L'équipe des ES de Neuilly-sur-Marne, dirigée depuis septembre 2010 par Annie Hochberg, a mis l'accent sur l'évaluation des préparations aux épreuves de certifications au regard des réussites mais aussi en fonction des 14 échecs nouveaux DE.

Cette année fut également celle de la réorganisation des accompagnements collectifs et individuels pour les étudiants de troisième année et la mise en place de nouveaux montages pédagogiques pour les premières et secondes années.

De plus, a été organisé un GEP spécifique pour les 15 étudiants en échec (14 nouveaux DE et 1 ancien DE) afin qu'ils puissent bénéficier au mieux des accompagnements individuels en fonction des épreuves à repasser. Tous les étudiants se représentent à la session 2011 en ayant rempli leur contrat de formation signé en septembre 2010.

Enfin, l'équipe s'est mobilisée dans la réflexion du montage pédagogique de l'année de propédeutique de septembre 2011.

Pour la première fois a été organisé sur le site de Montrouge, le passage de l'épreuve de certification du DC4-2. Cela a imposé l'élaboration de procédures et entraîné un surcroît de travail encore plus important que pour le passage de l'épreuve DC2-1, car il s'agit d'une épreuve orale nécessitant la constitution de 11 jurys (convocation des étudiants, élaboration du règlement d'examen, recrutement des membres des jurys, envoi des dossiers aux jurys, organisation de la journée des épreuves,...).

Par ailleurs le fait que quelques étudiants fassent leur stage à l'étranger a imposé d'organiser une session d'examen spécifique pour eux.

Des réunions de concertation ont continué à avoir lieu avec les autres centres de formation d'Ile-de-France mais aussi avec le centre d'examen d'Arcueil pour préparer au mieux cette première session et s'informer mutuellement sur nos différentes pratiques.

Il est à noter qu'en parallèle, on a accompagné 10 étudiants qui passaient l'ancien DE, soit parce qu'ils avaient échoué au DE, session 2009, soit parce qu'ils avaient été amenés à suspendre leur formation précédemment ou bénéficiaient d'un étalement de la formation sur 4 ans.

Une formation en un an pour les diplômés ME

Cette formation dont la première promotion est entrée en formation en septembre 2009 a montré son intérêt. Les 7 étudiants qui l'ont inaugurée, ont été satisfaits de son organisation et des contenus proposés.

Du côté formateurs, on se donne encore une année d'expérience pour en faire une évaluation plus pertinente. Peut-être sera-t-il nécessaire d'augmenter l'amplitude de cette formation, d'un ou deux mois, pour donner un peu plus de temps au travail incontournable de maturation qu'implique l'engagement dans un processus de formation qui permet de passer d'une qualification de niveau IV à une qualification de niveau III.

La question du financement reste un frein pour bon nombre de candidats à cette formation.

Après une année scolaire sans étudiant post VAE, un étudiant est entré en formation en septembre 2010. Il a deux domaines de formation à suivre. Il est souvent associé aux temps spécifiques de formation des étudiants qui sont ME.

Même si cette formation reste très marginale, elle permet aux candidats VAE de savoir que nous pouvons leur proposer cette formation pour obtenir le diplôme, s'ils ne l'ont pas dans sa globalité par la voie de la VAE.

Nous savons que ce qui pose problème, c'est la question du financement de ce temps de formation.

Les relations avec les sites qualifiants

Comme l'an passé, nous avons organisé des réunions pour poursuivre le travail d'information et d'appropriation par les sites qualifiants, de la réforme et de ce qu'elle implique dans les modalités d'accueil et d'accompagnement des stagiaires.

Un document reprenant de façon synthétique les grandes lignes de la réforme et mettant l'accent sur ce qui les concerne plus directement (évaluation du stage, validation d'écrits professionnels...) a été donné à tous les participants.

Les évolutions pédagogiques

La première partie de l'année (jusqu'en juillet) a été consacrée à la consolidation de la filière avec une nouvelle responsable à Neuilly-sur-Marne. Cette configuration a permis que soit menée avec les 2 équipes, une réflexion sur les modalités pédagogiques à mettre en œuvre pour éviter les risques d'éparpillement et de perte de sens d'une formation trop focalisée sur les épreuves de certification.

Avec la nouvelle organisation des pôles (une responsable sur chaque site), des changements pédagogiques sont intervenus pour mieux répondre à la réflexion menée :

- Les formateurs référents GEP sont devenus également les accompagnateurs des étudiants pour la préparation de l'épreuve de certification du DC 1 et du DC 3. Cela a permis de réduire le nombre de formateurs référents pour chaque étudiant et de redonner une place centrale au formateur GEP dans l'accompagnement global du parcours de formation de l'étudiant.
- Un nouveau module de formation "Projets collectifs" a été mis en place pour les ES de 1^{ère} année. En effet, si le parcours de formation est individualisé, le dispositif de formation doit proposer des temps de formation qui amènent les étudiants à travailler ensemble et donc à expérimenter le travail d'équipe, à élaborer et à réaliser des projets collectivement, à apprendre à les évaluer en s'interrogeant sur leur propre implication, à solliciter des partenaires,... bref, à s'exercer concrètement aux différentes compétences que doit développer un éducateur spécialisé. Par ailleurs, cela amène une forme pédagogique différente des cours habituels, plus dynamique, dans laquelle les étudiants sont pleinement acteurs.
- Les semaines de médiations créatives (spécifiques pour les ES ou en transversalité avec d'autres filières) ont offert aux étudiants de nouvelles propositions. L'ouverture à la culture hors les murs de l'IRTS s'est accrue avec de nouveaux partenariats. Les étudiants ont été de plus en plus encouragés à faire des propositions et à participer concrètement (recherche de financement, de partenaires,...) pour que ces semaines soient construites par eux (Projet Maroc par exemple) avec l'accompagnement d'un formateur.

Une amélioration de l'organisation

Une meilleure répartition des responsabilités a été effectuée dans le pôle. Chaque formateur assume au moins une responsabilité de coordination en prenant en considération le temps de travail de chacun.

Ainsi, à côté des responsabilités d'année, de domaines de compétences, des médiations créatives, une nouvelle responsabilité est apparue nécessaire, celle des étudiants ayant échoué à certaines épreuves de certification.

Les échecs partiels au DE nous ont conduit à construire de nouvelles modalités d'accompagnement des étudiants qui souhaitent être à nouveau présentés par l'IRTS pour les épreuves auxquelles ils ont échoué.

La coordination et l'accompagnement de ces étudiants au parcours, de fait, très individualisé mobilise beaucoup de plus de temps que ce qu'il en était des étudiants qui avaient échoué au DE « ancienne formule ».

D'une façon générale, on constate que le nouveau diplôme entraîne davantage de coordination compte tenu des parcours de plus en plus individualisés des étudiants et du fait d'être organisateur de 2 des épreuves de certification.

D'avantage mobilisés sur l'organisation de la formation, les formateurs sont amenés à faire appel à davantage d'intervenants extérieurs sur des temps de formation qui devraient être conduits sous leur responsabilité.

Résultats aux examens

Filière	Présentés	Reçus	Ajournés
ES	170	140	30
ES SP	24	21	3

4. Formation Assistant de service social - ASS

L'année 2010 a été marquée, comme ce fut le cas pour les autres filières, par une réorganisation des responsables sur les deux sites. Le responsable de Pôle accompagnement et développement social devenant responsable de la filière ASS de Neuilly-sur-Marne et le Directeur de site de Montrouge, pour une année de transition, responsable de la filière à Montrouge.

Sur les deux sites, l'activité pédagogique de la filière a atteint son rythme de croisière en référence de la réforme 2005 et en application d'un projet pédagogique structuré en référence aux domaines de compétences. Les résultats au diplôme d'État correspondent désormais à la moyenne régionale (autour de 82 % de réussite pour les deux sites). Il reste néanmoins un effort à faire pour l'améliorer. Par ailleurs, il faut faire face à la multiplication des voies d'inscription : contrats individualisés de quatrième année, post-VAE, contrats de formation continue par l'employeur et étudiants relevant du contrat spécifique avec la Ville de Paris (site de Montrouge) nous conduisent à renforcer le suivi individualisé des étudiants. La baisse du nombre de candidats à la sélection a été partiellement compensée de cette manière. Par ailleurs, la composition extrêmement hétérogène des groupes d'étudiants offre un levier intéressant pour favoriser la compréhension mutuelle, le travail collectif et l'acquisition des valeurs de tolérance et de partage centrales au projet.

Concernant l'alternance, l'année a été marquée par la problématique de la gratification des stages qui, d'un seul trait, a fait disparaître environ 10 % des lieux de stages habituellement sollicités, désormais dans l'impossibilité d'accueillir des stagiaires faute de financement (le service social scolaire, certains autres services relevant de l'État et une grande part du monde associatif ne prennent plus de stagiaires). L'équipe a dû redoubler ses efforts pour assurer un meilleur suivi des procédures de demandes de stage exigées par les employeurs, un contact régulier avec les terrains et un travail d'information et de formation des professionnels de terrain à l'accompagnement de stagiaire. La formation « référent de site qualifiant » menée à Montrouge en partenariat avec l'ETSUP a permis de compléter ce travail de fond et de stimuler utilement l'offre de stage.

La vie étudiante sur cette filière a été particulièrement dynamique cette année par la participation des étudiants à plusieurs projets et initiatives. Ceux qui ont eu la chance d'effectuer leur stage à l'étranger ont su intéresser leurs camarades aux méthodes pratiquées ailleurs lors d'une restitution de leurs expériences particulièrement réussies. Les activités de formation à la communication professionnelle ont également donné lieu à des productions créatives d'un grand intérêt. L'équipe pédagogique attache une grande importance à cette approche qui vient enrichir les dynamiques de groupe et nourrit la réflexion sur les pédagogies dites "actives".

Les relations avec les enseignants de l'Université ont été davantage travaillées cette année sur les deux sites. Un groupe de travail composé de formateurs des deux sites (intitulé

"transversalité des savoirs") a su opérer des rapprochements intéressants entre les apports en filière et ceux dispensés par la faculté. Ceci a permis un meilleur positionnement des apports sur le droit de la protection de l'enfance et de psychosociologie. Sur ces deux disciplines (droit et psychosociologie), ainsi que sur bien d'autres contenus des cours sur les matières dites "fondamentales", il sera nécessaire de continuer à travailler sur les articulations entre les savoirs dispensés.

Résultats aux examens

Filière	Présentés	Reçus	Ajournés
ASS	109	87	22

5. Formation Conseiller en économie sociale familiale - CEF

Le nouveau dossier de déclaration préalable a été déposé en temps utile suivant les indications de l'autorité de contrôle. Le nouveau projet pédagogique prévoit de nombreuses innovations en référence aux nouveaux textes. La dimension du développement social et de l'intervention sociale d'intérêt collectif conserve une place centrale dans la démarche de cette filière. La connaissance et les missions confiées dans le cadre de politiques sociales sont soulignées.

Enfin, l'organisation de l'alternance et les temps de préparation aux nouvelles épreuves ont été radicalement transformés. Parmi les défis à relever, la mise en place de sites qualifiants semble recevoir un meilleur écho que cela ne fut le cas dans les premiers temps de cette procédure pour les assistants de service social. La présence de professionnels CEF au sein de la formation "RSQ" en témoigne.

Projets pour 2011

La mise en œuvre de la réforme a nécessité un important investissement en communication externe par l'information/formation des professionnels vacataires impliqués dans la formation et par la présence indispensables aux réunions à l'extérieur (GNI / AFORTS / Académie, etc).

Le maintien, le développement et la formation du réseau de vacataires existant reste une priorité. L'information des professionnels de terrain (membres par ailleurs des jurys d'exams) est aussi un axe de travail, conformément aux missions des IRTS.

Développer la réflexion sur d'une part, la manière dont la réforme impacte les choix pédagogiques à faire, d'autre part sur la diversité des étudiants. Une partie arrivant en 3^{ème} année après avoir suivi 2 années de BTS où ils ont acquis des méthodes de travail et un certain niveau de connaissances. D'autres, par contre, arrivant par le biais de la VAE et du BTS en 1 an, présentent à la fois d'importantes lacunes théoriques et un manque d'entraînement en matière de production écrite.

Résultats aux examens

Filière	Présentés	Reçus	Ajournés
CEF	19	10	9

Commentaires sur les résultats

Les causes des échecs peuvent s'appréhender à partir de 2 axes :

- Les effets de la mise en œuvre de la réforme.
- Les caractéristiques des étudiantes.

Les effets de la mise en œuvre de la réforme

Le calcul de la moyenne générale de chaque étudiant met tout de suite en évidence l'effet de la réforme sur les résultats, ainsi dans l'ancienne mouture, seules 2 étudiantes n'auraient pas été reçues.

La mise en œuvre de la réforme s'est faite dans une certaine précipitation (début des cours alors que le texte officiel n'était toujours pas signé ; informations sur les épreuves au dernier moment et contradictoires en fonction de sources...).

Après les épreuves, les bilans des diverses réunions inter-académiques ont souligné de grandes difficultés dans l'utilisation des nouvelles grilles d'évaluation, et un travail s'est engagé au niveau inter-académique en janvier sur la modification de ces grilles.

Le sujet du DC4 a fait l'objet d'une importante polémique, qui s'est traduite par des demandes par les étudiants d'une session de rattrapage. Il n'a pas été donné suite à cette demande. Les travaux engagés depuis ont permis d'éclaircir la nature de cette épreuve, qui reste néanmoins, de l'avis général, complexe et très exigeante.

D'une manière générale, cette réforme a augmenté le niveau des exigences pour valider la formation. Ce qui était certes, nécessaire pour une égale reconnaissance vis-à-vis des ES et ASS, mais qui amène aussi à réfléchir sur les profils des candidats à cette formation.

Les caractéristiques des étudiantes

Concernant les échecs de cette année, on constate qu'ils portent d'un part sur le DC4, d'autre part sur les oraux.

Ainsi, 17/19 avaient obtenu la moyenne à l'écrit du Mémoire, même chose pour le Dossier de Pratiques Professionnelles. Ce qui peut attester d'une adéquation de la préparation aux attendus de l'épreuve.

Ces résultats reflètent nos propres bilans lors des oraux blancs où nous avons fait le constat d'un manque de projection dans le métier, d'une absence de positionnement professionnel (posture "scolaire") et d'une maîtrise de soi insuffisante dans les situations de communication orale. Ces éléments mettant en évidence une insuffisante maturité, liée entre autre, au manque de connaissance du terrain : stage en travail social de seulement 4 mois en 3^{ème} année, quelques semaines en BTS et pas toujours en travail social. (Ce qui devrait, peut être, changer avec la réforme du BTS ESF qui fait passer la durée des stages à 13 semaines, qui allège le volume horaire des cours, et les oriente davantage vers la professionnalisation).

A évoquer également, les étudiantes avec des problématiques personnelles compliquées, une grande émotivité, nécessitant tout au long de l'année des entretiens de soutien et de bilan répétés.

6. Formation éducateur de jeunes enfants - EJE

Dans la mesure où le bilan fourni par la responsable de formation des EJE de Neuilly-sur-Marne ne pouvait être fragmenté sans prendre le risque de briser la dynamique pédagogique initiée au sein même de cette formation, cet élément au rapport d'activité vient nourrir la 3^{ème} partie de ce rapport d'activité réservée aux expérimentations de pédagogie active initiées au sein de l'IRTS

En ce qui concerne le site de Montrouge, cette année fut celle de la poursuite de la participation des terrains et des référents professionnels à la certification des DF/DC dans le cadre du contrôle continu :

- en contrôle continu (sous forme d'un écrit et d'une présentation orale) le DC1 (promotion 2008/2011) : Projet d'accueil et d'accompagnement de l'enfant et de sa famille,
- le DC3 (promotion 2007/2010) : Préparation à l'épreuve de communication professionnelle, en lien avec l'équipe de psychosociologues et à la certification en contrôle continu d'un journal de communication sociale,
- le DC4 (promotion 2009/2012) : Etude de milieu, analyse d'un environnement institutionnel.

Les visites de stages, l'évaluation des stages en termes de compétences (échange oral et évaluation écrite).

Les terrains de stage mobilisés pour diversifier l'offre des stages, en tenant compte de la gratification du stage DC1 (d'une durée qui va de 24 à 32 semaines). Il a de plus été mené une campagne d'information auprès des étudiants et des formateurs terrain : ces derniers sont très demandeurs de collaboration renforcée.

Enfin, il est à noter la mise en œuvre d'une ouverture européenne et internationale qui s'est manifestée par une rencontre à Bruxelles avec des partenaires de la petite enfance, en janvier 2010 ainsi que par la réalisation, pour trois étudiants, de leur dernier stage DC2 au Sénégal.

Les projets mis en œuvres sont les suivants :

- Introduction possible d'un stage DC2 de 8 semaines dans un pays d'Europe ou plus lointain, en 3^{ème} année.
- Poursuite du partenariat entre l'Espace Enfant – qui a fusionné avec l'ETSUP – et le pôle Petite Enfance de l'IRTS.
- Rencontre à Bruxelles avec nos partenaires européens de la petite enfance (voyage d'étude avec les étudiants de 3^{ème} année et l'équipe de formateurs).
- Projet voyage au Danemark en cours, pour les actuelles "1^{ère} année" et qui se réalisera lors de leur rentrée en troisième année.

Résultats aux examens

Filière	Présentés	Reçus	Ajournés
EJE	66	63	3

7. La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

Lors de l'année 2010, les accompagnements VAE ont concerné 61 personnes, 46 à Montrouge et 15 à Neuilly-sur-Marne.

8. Résultats AES

Montrouge

RESULTATS AES L1-L2 ET L3 ANNEE SCOLAIRE 2009-2010

LICENCE 1

SESSION DE JUIN 2010

ETUDIANTS INSCRITS EN L1 :	ASS : 53	ES : 95	EJE : 34	TOTAL : 182
ETUDIANTS ADMIS	42	81	31	154
ETUDIANTS AJOURNES	11	14	3	28

SESSION DE SEPTEMBRE 2010

ETUDIANTS INSCRITS SESSION SEPT	ASS : 11	ES : 13	EJE : 3	TOTAL : 27
ETUDIANTS ADMIS	3	5	1	9
ETUDIANTS AJOURNES	8	8	2	18

LICENCE 2

SESSION DE JUIN 2010

ETUDIANTS INSCRITS EN L2 :	ASS : 42	ES : 81	EJE : 39	TOTAL : 162
ETUDIANTS ADMIS	31	60	30	121
ETUDIANTS AJOURNES	11	21	9	41

SESSION DE SEPTEMBRE 2010

ETUDIANTS INSCRITS SESSION SEPT	ASS : 10	ES : 22	EJE : 9	TOTAL : 41
ETUDIANTS ADMIS	7	8	5	20
ETUDIANTS AJOURNES	3	14	4	21

LICENCE 3

SESSION DE JUIN 2010

ETUDIANTS INSCRITS EN L3 :	ASS : 45	ES : 78	EJE : 27	TOTAL : 150
ETUDIANTS ADMIS	41	74	23	138
ETUDIANTS AJOURNES	4	4	4	12

SESSION DE SEPTEMBRE 2010

ETUDIANTS INSCRITS SESSION SEPT	ASS : 4	ES : 4	EJE : 4	TOTAL : 12
ETUDIANTS ADMIS	1	1	1	3
ETUDIANTS AJOURNES	3	3	3	9

N.B : Ne figurent pas sur ces tableaux les étudiants ayant bénéficié d'une équivalence d'année (titulaires de licence) et les étudiants sortis du cursus universitaire.

RESULTATS AES L1-L2 ET L3
ANNEE SCOLAIRE 2009-2010

LICENCE 1

SESSION DE JUIN 2010

ETUDIANTS INSCRITS EN L1 :	ASS : 39	ES : 93 (*)	EJE : 36	TOTAL : 168
ETUDIANTS ADMIS	32	77	33	142
ETUDIANTS AJOURNES	7	10	3	20

(*)6 étudiants ES sont en étalement de L1 = L1 validée en 2 ans

SESSION DE SEPTEMBRE 2010

ETUDIANTS INSCRITS SESSION SEPT	ASS : 7	ES : 10	EJE : 3	TOTAL : 20
ETUDIANTS ADMIS	3	8	2	13
ETUDIANTS AJOURNES	4	2 (*)	1 (*)	7

(*) dont 1 arrêt de formation

LICENCE 2

SESSION DE JUIN 2010

ETUDIANTS INSCRITS EN L2 :	ASS : 38	ES : 94	EJE : 39	TOTAL : 171
ETUDIANTS ADMIS	34	82	33	149
ETUDIANTS AJOURNES	4	12	6	22

SESSION DE SEPTEMBRE 2010

ETUDIANTS INSCRITS SESSION SEPT	ASS : 5	ES : 12	EJE : 3	TOTAL : 20
ETUDIANTS ADMIS	4	7	3	14
ETUDIANTS AJOURNES	1	5	0	6

LICENCE 3

SESSION DE JUIN 2010

ETUDIANTS INSCRITS EN L3 :	ASS : 40 (*)	ES : 89	EJE : 38	TOTAL : 167
ETUDIANTS ADMIS	24	65	32	121
ETUDIANTS AJOURNES	16*	24	6	46

SESSION DE SEPTEMBRE 2010

ETUDIANTS INSCRITS SESSION SEPT	ASS : 16 (*)	ES : 21	EJE : 6	TOTAL : 43
ETUDIANTS ADMIS	4	6	3	13
ETUDIANTS AJOURNES	12	15	3	30

(*) dont 1 AS en conditionnel (ajournée en juin et septembre 2010)

N.B : Ne figurent pas sur ces tableaux les étudiants ayant bénéficié d'une équivalence d'année (titulaires de licence) et les étudiants sortis du cursus universitaire.

II La vie institutionnelle

A Neuilly-sur-Marne, l'année 2010 a été marquée par la mise en place de la 1^{ère} journée portes ouvertes, journée qui sera reproduite en 2011. De plus, en partenariat avec la MAIF, une matinée d'information et de réflexion sur le thème **Travail social et violence** s'est tenue en mars 2011.

Cette année 2011 sera aussi celle de l'organisation de la **1^{ère} fête de la musique**, laquelle marquera sur le site de Neuilly-sur-Marne, l'importance accordée par la Fondation ITSRS aux activités culturelles et aux valeurs de solidarité et de partage qu'elles véhiculent, à l'instar de la Biennale du film d'action sociale organisée à Montrouge depuis plusieurs années.

Cette action va permettre de faire connaître un large échantillon d'interventions sociales basées sur la musique. Que cela soit dans un but d'amélioration de l'estime de soi, d'insertion sociale, d'expression et de communication sur un mode non verbal ou encore de "résilience" face aux agressions produites par les réalités sociales actuelles, la musique constitue un puissant moyen pour favoriser la relation à l'autre et pour créer des liens solidaires. Nous espérons que cet événement attirera un large public composé de partenaires et d'étudiants de toutes les filières. Il se déroulera dans une ambiance conviviale et un esprit festif au moment du solstice et sera favorisé par l'implication et la bonne volonté des équipes pédagogiques, des étudiants et de nos partenaires, institutions sociales, services territoriaux, artistes et musiciens qui se joindront à cette fête

L'année 2010 et le premier semestre 2011 ont été riches sur le site de Montrouge. D'abord, par la réalisation de premières et deuxièmes **journées portes ouvertes**, qui furent un succès notamment grâce à la mobilisation d'un grand nombre de salariés du site.

Mais au-delà des portes ouvertes, le site de Montrouge a été le théâtre d'une **journée centrée sur les problématiques de l'exclusion, organisée avec le BDE** en novembre, ainsi que d'une journée d'étude en juin 2010 : "**Handicaps et sexualités : former les professionnels de l'accompagnement**" organisée avec l'association I=MC2, journée d'étude qui a permis d'accueillir de nombreux professionnels et étudiants du secteur, autour de la question du rôle qu'ils doivent ou peuvent jouer dans cet aspect particulièrement risqué de la vie des personnes qu'ils accompagnent. Ce partenariat avec I=MC2, dont nous reparlerons plus loin, sera reconduit en 2011 par l'organisation d'une autre journée d'étude, dont le thème sera : « **Soin, care, accompagnement : Quelles nouvelles formes de solidarités ?** ».

Le second projet d'événement important du site est l'organisation des **1^{ères} rencontres régionales européennes** dédiées au travail social et aux pratiques sociales. En effet, nous souhaitons ouvrir un espace de débat et de proposition qui, tout en tenant compte de manière réaliste de ce contexte, permet de poser le cadre d'une démarche active et engagée de la part des travailleurs sociaux et autres intervenants du secteur. Une telle démarche nécessite d'entreprendre un travail d'inventaire et d'analyse de l'impact des politiques et des pratiques sociales, afin d'être en mesure de saisir les opportunités qu'elles présentent, malgré le contexte difficile, parfois dû à ce climat économique défavorable. En proposant un colloque sur la question européenne, en y associant professionnels et chercheurs d'une dizaine de pays européens, autour de deux éléments aujourd'hui déterminants dans l'intervention sociale, l'innovation et le territoire et à travers cet appel à communication, l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne entend créer les conditions d'une réflexion organisée et convergente qui permettrait d'élargir le champ des analyses.

Outre ces deux événements majeurs, qui montrent combien l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne s'est pleinement saisi de sa mission d'animation régionale, il est prévu, en juin 2011 deux événements plus modestes mais porteurs eux aussi de signification au regard de notre environnement : **une journée en partenariat avec l'UNICEF** en juin 2011 ainsi qu'une journée sur la **Protection Judiciaire de la Jeunesse** lors de la rentrée de septembre 2011.

Du côté du développement et du partenariat, le site a renoué les contacts avec la Mairie de Montrouge. Ces nouvelles relations s'incarnent pour le moment par le financement d'un parcours EJE par la mairie, et par la participation de certains de nos étudiants EJE à la formation des baby-sitters de la commune.

D'autre part, cette année a vu la finalisation du travail de partenariat entre l'INSHEA, l'ETSUP et l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne, travail qui vise à mettre en place une plate-forme centrée sur les problématiques du travail adapté/travail protégé. Cette collaboration prendra d'abord corps dans l'ouverture, en septembre 2011, d'une promotion d'éducateurs techniques spécialisés, la seule en Ile-de-France.

Avec l'INSHEA encore, l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne, par l'intermédiaire du site de Montrouge, est un des quatre partenaires dans la mise en place d'un DU porté par Paris V et initié par I=MC2. Ce diplôme universitaire "HANDIDACTIQUE", permettra à ses titulaires d'intervenir comme formateurs des professionnels du secteur médico-social exerçant dans des établissements ou services accueillant des personnes en situation de handicap.

Le site de Montrouge est également engagé depuis 2010, par l'intermédiaire de son Directeur et avec la participation active de Bruno Kayser, dans un travail d'appui technique d'associations œuvrant dans le champ de la déficience auditive, mené par l'UNAPEDA, et qui souhaitent faire reconnaître la profession d'interface de communication. Nous travaillons donc à leurs côtés afin de « construire » le métier, par la rédaction de référentiels notamment.

Enfin, deux autres projets pourraient voir le jour en 2011, la mise en place d'un nouveau Master "Directeur logistique et sécurité des ESMS", probablement en partenariat avec Paris 13, ainsi qu'une formation "préparation aux concours d'entrée en centre de formation en travail social".

III Formations supérieures

CAFDES (Certificat d'aptitude aux fonctions de Directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale), **avec l'ARIF**.

L'ARIF (Association Régionale Ile-de-France) regroupe l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne, l'ETSUP, l'ANDESI, l'INFA pour la formation préparatoire au CAFDES. Les cours ont lieu à l'ETSUP (Paris 14^e).

MASTER I et II Sciences de gestion en partenariat avec l'Université Paris 13 **Spécialité MOSS : Management Organisations Sanitaires et Sociales**

Eléments statistiques

Effectifs au 31/12/2010 :

Master I MOSS : 14 étudiants inscrits, 2 abandons en cours de formation.

Master II MOSS : 14 étudiants inscrits.

Résultats aux examens

Pour la promotion 2010, ayant soutenu son mémoire de Master en Avril 2011 :

13 candidats se sont présentés à la validation du Master II MOSS (sur les 14 inscrits en formation, une personne a choisi de reporter la présentation du mémoire en 2011). Les 13 candidats ont tous obtenu le grade de Master, ainsi que deux autres candidats de la promotion précédente ayant présenté leur mémoire dans le cadre de cette session.

Caractéristiques qualitatives du déroulement de l'activité

Des informations sur cette formation sont régulièrement effectuées dans la presse professionnelle. Par ailleurs, le Master MOSS est désormais connu et reconnu dans le secteur social et médico-social, ce qui permet à ses titulaires d'être rapidement recrutés sur des fonctions de Direction. Parallèlement, cette notoriété conduit à une augmentation très nette des demandes d'entrée en formation, soit en 1^{ère} année, soit directement en 2^{ème} année.

Projets pour 2011

La plaquette de formation sera mise à jour, en détaillant l'ensemble des enseignements et les compétences que les étudiants doivent acquérir au fur et à mesure du déroulement du Master MOSS.

CAFERUIS : Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Encadrement et de Responsable d'Unité d'Intervention Sociale

Eléments statistiques

Effectifs au 31/12/2009 :

Cycle V : 26 stagiaires inscrits (entrés en formation en novembre 2009).

Cycle VI : 24 stagiaires inscrits (entrés en formation en novembre 2010).

Résultats aux examens

Les taux de réussite à la session du CAFERUIS d'avril 2009 (cycle IV) sont les suivants :

Session d'avril 2010 :

- 20 candidats présentés
- 13 candidats reçus

Session de décembre 2010 :

- 4 candidats présentés
- 2 candidats reçus

Les échecs les plus nombreux concernent l'épreuve de mémoire de projet (DC1) organisée par la DRJSCS. Il semble que ces échecs correspondent à des écrits pour lesquels la conceptualisation est assez faible. Un groupe de travail est constitué pour améliorer la préparation des étudiants à cette épreuve.

VAE CAFERUIS : 4 candidats ont été présentés à la VAE du CAFERUIS, dont 3 ont obtenu la validation complète de leur dossier.

Comme les années précédentes, les formateurs de l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne engagés dans la formation CAFERUIS ont participé aux sessions d'examens organisées par la DRASS dans le cadre de l'accès à ce diplôme par la VAE ou en situation d'examen ordinaire.

Convention de partenariat avec le CFTS de Guadeloupe

Une convention de transfert de compétences a été signée entre l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne et l'AGFTS/CFTS sise en Guadeloupe, pour la mise en place de la formation CAFERUIS dans cet établissement.

Le responsable de formation du CFTS est associé au Comité Technique et Pédagogique de l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne, afin de valider le dispositif de formation, lequel doit respecter dans son intégralité le projet pédagogique de l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne.

La session de formation du CFTS a ouvert en avril 2010 après examen des dossiers de candidatures par le CTP CAFERUIS de l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne.

DEIS - Diplôme d'Etat d'Ingénierie Sociale

Un travail important conduit durant le premier semestre 2010 a permis de finaliser la maquette de formation du DEIS en concomitance avec le Master mention « *Politique et action publique* » spécialité « *Conduire et évaluer les politiques publiques* ».

Une première promotion, réunissant 7 étudiants, a ouvert en octobre 2010, sur le site de Neuilly-sur-Marne.

Cette ouverture, après deux reports faute d'un nombre suffisant de candidats, était nécessaire, voire indispensable, afin de rendre visible l'offre de formation de l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne, relative au DEIS.

FORMATIONS SUR SITE

La formation sur site reste clairement un secteur à redynamiser. Entre 2010 et 2011, 6 journées ont été développées sur quinze sites. Catherine Boulenger, Olivier Huet et le Directeur général ont participé directement à ces actions de formation. Marie-José Quesnel-Gacogne et Olivier Huet ont coordonné et initié un certain nombre de celles-ci.

2^{ème} Partie – Etudes et recherche

ACTIVITE RECHERCHE

SOUS LA RESPONSABILITE DE BRIGITTE BERRAT

1. Participation au Groupe de Recherche Régional Ile-de-France (GRIF)

Le GRIF se définit comme un Groupement de coopération de recherche en action sociale et médico-sociale. Il a été créé dans le cadre du schéma régional des formations sociales (2001-2006) à l'initiative de l'ETSUP, des deux IRTS d'Ile-de-France, de Buc Ressources et de l'ANDESI. Association de fait, son activité majeure a été l'animation d'un séminaire de recherche en partenariat avec la Chaire de travail social du CNAM. En 2006, il a semblé important aux fondateurs et animateurs du GRIF de donner un cadre juridique à l'association. C'est ainsi que les statuts du GRIF ont été déposés. Le GRIF s'est appuyé sur la circulaire DGAS/PSTS du 6 mars 2008 relative aux actions de qualification en travail social pour les formations sociales et a répondu à l'appel à projets « pour la création, le soutien et le développement de pôles ressources recherche travail social – intervention sociale – action sociale – formations ». Son projet a été retenu en octobre 2008. La finalité principale est la mise en synergie de moyens, de compétences, de capacités d'expertise, existant notamment dans les centres de formation en travail social. La responsable du Pôle Formations supérieures et Recherche à l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne a été élue en septembre 2009, Vice-présidente du GRIF. Anne Petiau, chargée de recherche, représente l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne au Comité Scientifique et Technique du GRIF.

L'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne est associé dans ce cadre à différentes études, notamment :

- L'insertion professionnelle des étudiants en travail social (enquête à N+1, N+3 et N+7 à l'issue du diplôme).
- La précarité des étudiants en travail social en Ile-de-France (enquête auprès des étudiants en formations de niveaux V, IV et III).

Par ailleurs, une journée d'étude a été organisée par le GRIF le 7 décembre 2010 sur le thème « Politiques et pratiques de l'intervention sociale aujourd'hui : quelles références, quelles valeurs, quelles normes ? ». Brigitte Berrat a introduit cette journée par une intervention intitulée « Des valeurs aux politiques », et Anne Petiau a présenté la recherche-action conduite sous sa direction sur « *les rapports à la santé, l'accès aux soins et aux droits des personnes sans habitat à Paris, non utilisatrices des services d'aide* » (PICRI).

2. Organisation d'une Journée d'Etude sur le site de Montrouge

« *Encadrer et diriger dans le secteur social : apports et limites du management* »

Comme chaque année, le pôle Recherche a organisé une journée d'étude, qui s'est déroulée le 18 mars 2010 sur le thème : « *Encadrer et diriger dans le secteur social : apports et limites du management* ». Cette journée, préparée en partenariat avec l'université Paris 13 et l'Université d'Evry a permis la mise en débat de la question centrale, autour des communications de Frederik Mispelblom Beyer (Université d'Evry), de Ali Smida (Université Paris 13), de Michel Chauvière (CNRS) et de François Noble (ANDESI).

3. Recherche sur « le non recours aux dispositifs liés au handicap » (GRIF – CNAM)

Le GRIF associé à l'équipe LISE-CNRS du CNAM Paris, a été sélectionné fin 2007 par l'IRESP (Institut de Recherche en Santé publique) pour la réalisation d'une recherche portant sur « le non recours aux droits et dispositifs liés au handicap ». Cette recherche, conduite par Brigitte Berrat, s'est poursuivie au cours de l'année 2010, le rapport final devant être remis début 2011.

« Le non recours aux droits et dispositifs liés au handicap : enjeux de catégorisation, enjeux de reconnaissance ». Brigitte Berrat, Sociologue, PREFAS-GRIF, Maître de conférences associée à l'Université Paris 13.

Les droits et les dispositifs liés au handicap constituent un ensemble de prestations destinées à prendre en compte les limitations d'activité et les restrictions de participation rencontrées par les personnes reconnues « en situation de handicap ». Il apparaît cependant qu'un certain nombre de personnes, tout en rencontrant des limitations d'activité liées à une déficience ou à une maladie, ne demandent pas la reconnaissance du statut de « personne handicapée » et ne font pas valoir les droits qui s'y réfèrent. La question du non recours aux droits sociaux retient aujourd'hui l'attention, car il interroge à la fois l'organisation et l'efficacité du système de protection sociale. Mais les enjeux concernent aussi le domaine de la santé publique, les conséquences du non recours aux dispositifs liés au handicap pouvant ne pas être négligeables. En effet, un recours tardif est susceptible d'augmenter les risques de désocialisation et de précarisation avec des répercussions importantes sur l'évolution de la maladie et la dégradation de l'état des patients. Dans tous les cas, recours ou non recours orientent les trajectoires sociales des personnes.

Pour accéder aux droits, il ne suffit pas de connaître ces droits et sa potentielle éligibilité, il faut également s'y reconnaître. Comprendre le rapport social de reconnaissance que constitue l'offre publique peut permettre de saisir ce qui se joue dans le phénomène de non recours et plus généralement dans la problématique de l'accès aux droits.

Cette recherche exploratoire a visé à mettre en évidence le processus qui va conduire – ou non – à la demande de droits, au cours de plusieurs étapes, porteuses chacune d'un enjeu de reconnaissance de la part de la personne :

- *La reconnaissance de troubles de santé et l'accès au système de soins.*
- *La reconnaissance que ses troubles de santé peuvent être interprétés en termes de « handicap », soit l'acceptation d'une identité.*
- *La reconnaissance que cette situation peut faire l'objet de droits et de dispositifs spécifiques, soit la conscience de son éligibilité potentielle et l'acceptation du statut que cela implique.*
- *La reconnaissance de la pertinence des droits et dispositifs ouverts par ce statut, soit l'acceptation de l'offre publique.*

Cette recherche montre également que ces différentes étapes ne seront pas franchies dans les mêmes temporalités, ni avec les mêmes significations, selon les types de handicap, l'âge, le genre, ou encore la catégorie sociale et les références culturelles.

En ce sens, analyser les situations de non recours, conduit à interroger l'offre publique dans les expériences et les identifications qu'elle codifie, ou encore dans les identités et les statuts qu'elle octroie à ceux à qui elle propose une « reconnaissance » de leurs difficultés.

Cette analyse apporte des éléments de compréhension des attitudes des usagers face aux catégories et catégorisations dont ils font l'objet, et conduit à complexifier tant soit peu le schéma devenu classique dans les analyses de non recours qui distinguent :

- *Les personnes qui « ne savent pas », c'est-à-dire ici qui ignorent ces catégories et les droits afférents.*
- *Les personnes qui « ne peuvent pas » y avoir accès, soit par déficit cognitif, soit par difficultés d'accessibilité physique ou symbolique, soit encore par crainte des relations avec les institutions.*
- *Les personnes qui « ne veulent pas », soit parce qu'elles craignent la stigmatisation susceptible d'accompagner leur adhésion à telle catégorie, ou parce qu'elles refusent certaines dimensions de l'offre publique qui leur est proposée.*

4. Recherche PICRI : Recherche-action sur « les rapports à la santé, l'accès aux soins et aux droits des personnes sans habitat à Paris, non utilisatrices des services d'aide » par Anne Petiau

La recherche-action sur « les rapports à la santé, l'accès aux soins et aux droits des personnes sans habitat à Paris, non utilisatrices des services d'aide », présentée par le pôle Recherche de l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne, associé au laboratoire CEAQ (Université Paris V) et à Médecins du Monde a été retenue par le Conseil régional d'Ile-de-France, dans le cadre de l'appel à projets PICRI 2008 (Partenariats Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation). Cette recherche-action, à laquelle est également associée l'Intersquat (association informelle qui rassemble 27 collectifs squats franciliens) vise notamment à analyser la pertinence de l'offre publique (soins, accès aux soins et aux droits) pour les personnes en squats et habitats précaires et à évaluer le dispositif de la « Mission Squats » mise en place à Paris par Médecins du Monde. Ce projet, démarré fin 2008, s'est continué tout au long de l'année 2010.

« Rapports à la santé, accès aux soins et aux droits des personnes sans habitat à Paris. Recherche-action autour de la mission squats de Médecins du Monde ». Anne Petiau, Sociologue, GRIF.

La mission squats de Médecins du Monde mène des actions de réduction des risques sanitaires et sociaux, d'accès aux droits et aux soins des personnes vivant en squat à Paris. Cette population se caractérise habituellement par son « invisibilité », n'étant notamment pas prise en compte dans les enquêtes statistiques sur les personnes sans domicile. La recherche-action s'inscrit également dans des préoccupations plus larges : la réduction des inégalités de santé, mais aussi la reconnaissance de ces populations et des processus de marginalisation qui les affectent. La première phase de la recherche porte sur la compréhension des parcours, des usages des squats et des rapports à la santé et aux institutions des personnes qui vivent dans ces espaces. La deuxième phase – en cours de réalisation – porte une visée d'évaluation du dispositif de Médecins du Monde et plus largement d'amélioration de l'accès aux soins et aux droits des personnes sans habitat à Paris, éloignés des dispositifs de droit commun.

La recherche porte sur les squats qui remplissent une fonction d'hébergement mais s'ouvrent également au public en des occasions définies (concert, exposition, repas de quartier, etc.). On peut saisir ces squats comme des « zones intermédiaires » entre d'une part la rue et le logement, d'autre part la marginalité et les formes conventionnelles de socialisation.

Un premier axe d'analyse est celui des parcours et des usages des squats. Les squatters ne constituent pas un groupe homogène, tant du point de vue de leurs parcours que de leurs origines sociales et situations socio-économiques. La recherche dégage deux idéaux-types :

- L'usage alternatif du squat est celui qui a pour but de vivre différemment de la façon proposée par la société globale. Les squatters emploient des moyens désapprouvés socialement (l'occupation illégale et sans contrat de locaux vacants) pour poursuivre des finalités non conventionnelles, telles que la vie en collectivité, l'autogestion, l'évitement du travail salarié, associés à une critique des rapports sociaux et économiques contemporains.
- L'usage de filet socio-économique du squat est celui qui a pour but de limiter les difficultés. Il s'agit moins d'une volonté de vivre autrement que de faire face à la pauvreté, la précarité ou à des problèmes d'ordre familial ou social, quitte à employer des moyens désapprouvés. Cependant, si pour ce deuxième groupe la finalité d'un mode de vie alternatif n'est pas première, les personnes peuvent trouver dans le milieu squat des expériences et un discours leur permettant de convertir l'expérience de la précarité en une inclusion dans un groupe valorisant ses propres valeurs et modes de vie.

Le deuxième axe d'analyse porte sur les relations aux institutions. La recherche analyse les freins à l'accès aux soins et aux droits des squatters, qui peuvent se référer notamment à leur rapport à la santé, aux situations administratives, aux rythmes sociaux, à l'évitement des dispositifs spécialisés et enfin à un idéal d'autonomie – les difficultés d'accès aux droits alimentant en retour les revendications à l'autonomie.

Les squatters peuvent entretenir des relations problématiques aux institutions sociales et médico-sociales au nom de cet idéal d'autonomie, alors même que cette notion constitue une référence fondamentale des politiques sociales et des travailleurs sociaux. En explorant les significations concurrentes de cette notion et ses traductions concrètes lors des interactions, la recherche conduit à questionner plus largement l'intervention sociale auprès des populations marginales.

5. Conseil de l'Europe par Jean Christophe Panas

Dans la suite du forum « Paroles aux jeunes » où le Directeur général a été sollicité comme conseiller spécial auprès de la Défenseur des Enfants, une nouvelle étude a été commanditée au vu de la présentation d'un rapport remis au Conseil de l'Europe relatif aux droits des enfants en Europe sur les quatre axes suivants :

- Identité
- Parents
- Origines
- Décisions

Cette étude complémentaire a permis de mettre en exergue l'importance des liens familiaux dans la construction identitaire des jeunes. Ces liens familiaux se trouvent condensés autour du nom de famille. Pour les jeunes interviewés, le nom de famille renvoie à toute une gamme de sentiments selon les relations construites avec leurs parents (fierté, honte, agressivité, violence...). Pour l'ensemble de ces jeunes, cette construction identitaire laisse percevoir une relativité dans la capacité à décider par soi-même et pour soi-même de son projet de vie.

LE SOCIOGRAPHE ET L'IRTS

PAR IRENE KONTOMICHS

L'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne est un membre associé du Sociographe depuis le 1 janvier 2011.

Le Sociographe, revue de recherche de travail social est l'émanation d'une volonté d'institutions qui choisissent de participer à la recherche en promouvant un des éléments majeurs, sa diffusion et sa valorisation.

Ce sont aujourd'hui treize instituts qui sont associés à cette activité.

Ainsi l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne participe en renforçant un des axes visant au développement de la recherche, dans la perspective de la création des HEPAS (Hautes écoles professionnelles de l'action sociale) et plus largement d'une reconnaissance du travail social comme un acteur de la recherche et du développement social.

A l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne, j'ai eu la chance de pouvoir être la correspondante du Sociographe en intégrant le comité de rédaction. Ainsi dans la perspective des prochains numéros (Sentiments, Drogues, Douceur), il sera intéressant de transmettre à nos réseaux et partenaires les appels à auteurs afin de permettre aux professionnels d'avoir une place dans le champ de la publication. Un des objectifs est de fédérer une équipe autour de la lecture de textes susceptibles de participer aux revues et ainsi de permettre à chacun de nouveaux questionnements, un engagement dans le processus de la recherche. Ceci permet également de rassembler une équipe autour de la coordination d'un ou plusieurs numéros.

Ceci devrait contribuer à renforcer une véritable dynamique d'équipe (dans la transversalité des secteurs) autour d'une pédagogie visant la recherche, autrement dit, une finalité pour la recherche à la recherche.

PREMIERES RENCONTRES REGIONALES EUROPEENNES – L'INNOVATION SOCIALE ET LE TERRITOIRE

PAR YVES HADDADI

Origine et positionnement

En mai 2009, dans le cadre d'une session de formation consacrée à l'approche du travail social et des politiques sociales en Allemagne, deux formateurs de l'Institut ont effectué un voyage d'étude à Berlin, construit autour de visites d'établissements et de rencontres avec des spécialistes et responsables du secteur social.

De ces expériences fécondes, souvent inhabituelles pour des professionnels français, naquit au retour l'idée d'engager l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne dans un projet de colloque qui approcherait les cultures et pratiques du travail social en Europe.

Les manifestations consacrées à de telles réflexions n'ont souvent qu'un caractère ponctuel et les contributions fournies insuffisamment exploitées, que ce soit d'un point de vue théorique ou en termes de construction de réseau. En travaillant d'autres grilles de lecture, en recherchant de nouvelles entrées, plus précisément par la combinaison de deux éléments aujourd'hui déterminants de l'intervention sociale, l'innovation et le territoire, il a paru possible d'introduire une dimension qui, au-delà d'une démarche comparative, permette de penser des transversalités, d'imaginer des politiques et stratégies communes.

La Région nous a semblé également l'échelle territoriale la plus adaptée à notre réflexion, d'autant que nombre de nos partenaires européens ont fait de ce niveau un élément déterminant de leur action sociale. Si ce n'est le cas en France, nous pouvons cependant justifier notre choix par la place qu'occupent les IRTS dans la formation au travail social et le renforcement de l'intervention régionale en matière de politiques sociales, notamment en Ile-de-France à travers les investissements réalisés pour l'action sociale (dans les champs de la lutte contre les exclusions, de l'insertion, du handicap et des personnes âgées) et la santé.

C'est donc ainsi que s'élabora l'architecture initiale de la manifestation, de ces « Premières Rencontres Régionales Européennes », autour d'une thématique globale centrée sur l'innovation sociale et le territoire, déclinée sur trois journées, en trois axes spécifiques (politiques sociales, pratiques du travail social, médiations culturelles). Des conférenciers, intervenants, porteurs d'expériences, originaires de près d'une dizaine de pays Européens (Italie, Grande-Bretagne, Suède, Pologne, Allemagne, Grèce, Hongrie, Espagne, Belgique, Suisse...) viendront ainsi témoigner et débattre en février 2012.

L'enseignement des politiques et pratiques de nos voisins européens n'étant pas prioritairement dispensé au sein de l'Institut, une telle manifestation peut donc être l'opportunité de sensibiliser plus largement aux problématiques européennes les étudiants, enseignants et professionnels avec lesquels nous sommes en contact.

En pérennisant l'événement sous forme de biennale, en alternance avec le Festival du Film, l'institution peut non seulement consolider l'impact et l'image ainsi créés mais constituer à terme un réseau d'échanges structuré avec l'étranger.

Dans un contexte institutionnel en pleine évolution, une telle proposition paraissait correspondre particulièrement à la dynamique de projets nouvellement insufflée au sein de

l'établissement et à ses perspectives de développement (positionnement dans le secteur, partenariat universitaire...).

Conception et démarche pédagogique

Encouragés par la Direction de l'établissement, les initiateurs de la manifestation ont donc souhaité inscrire la conception et l'organisation de cet événement dans une démarche fédératrice, sollicitant les compétences internes et reposant sur un principe de participation non contraignant. L'idée étant que ce colloque soit non seulement la production d'une équipe pédagogique élargie au sein de l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne, mais qu'y soient également associés d'autres partenaires qui, par leurs expériences, leurs regards, leurs réseaux propres, pourraient œuvrer à préciser le positionnement et les contenus.

En juillet 2010, les axes essentiels du Colloque furent adoptés par l'équipe de Direction (objectifs, thématiques, conditions d'organisation, financement) et un calendrier prévisionnel établi.

Le principe d'élaboration collective du projet fut ainsi défini.

Deux animateurs / coordinateurs assurent le lien entre la Direction et cinq groupes de travail, trois thématiques et deux techniques.

Chacun des trois groupes thématiques, réunissant salariés de l'Institut et partenaires extérieurs, œuvre à la construction d'une des trois journées du colloque, correspondant à un axe d'intervention précis (les politiques sociales ; le travail social et ses pratiques ; les médiations culturelles et artistiques). A charge pour chaque groupe de développer les thèmes et contenus propres à leur champ en intégrant les dimensions transversalement proposées : l'innovation sociale au sein de l'Europe et l'approche territoriale de l'action.

Les groupes sont auto-formés, sur la base de l'intérêt et de l'apport potentiel des participants ; la présence est libre, l'objectif étant de pouvoir capter et agréger le maximum d'idées, de contacts, de ressources. Deux ou trois personnes forment le noyau dur du groupe et en assurent « l'administration » et le lien avec les animateurs. Ils fixent eux-mêmes leurs dates de réunions et leur programme de travaux, sachant qu'une restitution de leur réflexion est attendue en réunion plénière, pratiquement tous les mois (décembre 2010, janvier, mars, mai, juin 2011), où s'opèrent les synthèses.

Des personnes ressources sont identifiées et sollicitées en fonction des besoins.

Les trois groupes doivent être en mesure de proposer un programme de leur journée avec les intitulés des interventions et intervenants pressentis fin mai / courant juin 2011, afin que des contacts puissent être pris avec les intervenants pressentis.

La démarche d'information et de sensibilisation interne / externe se déroula de septembre à décembre 2010, recensant les personnes susceptibles de s'associer aux groupes de travail ; une première réunion plénière rassembla les premiers impliqués et formalisa la participation aux différents groupes en décembre 2010.

Parallèlement, deux autres groupes ont été institués : recherche de financement / budget et promotion / logistique. Le Directeur du site de Montrouge, représentant la Direction générale, les coordinateurs, ainsi que des « spécialistes » au sein de l'établissement (responsables des services communication, documentation, la logistique, les secrétariats de Direction) participent à ce travail.

Par ailleurs, quatre stagiaires de l'IUT Descartes ont effectué durant 8 semaines un travail exploratoire extrêmement dense et efficace, autour des financements, de l'organisation, de la communication, qui va permettre de finaliser les approches dès juin 2011.

Un appel à communication, conçu par quelques membres de l'Institut et travaillé au sein des groupes, est en cours d'élaboration en anglais et en espagnol, et diffusé par e-mails et courriers en direction des chercheurs, universitaires, professionnels du secteur en France et à l'étranger (une banque de données a été spécifiquement construite) et mis en ligne sur le site de l'Institut. Un comité de sélection se prononcera en juillet sur les propositions.

Resserrer les liens, construire et élargir les réseaux

Le choix pédagogique effectué - miser sur une dynamique collective - s'appuyait sur le constat maintes fois effectué que l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne bénéficiait en interne de ressources multiples qui n'étaient pas vraiment sollicitées. Aller puiser dans les compétences connues ou supposées des uns et des autres, les solliciter autour d'un cadre, certes précisé et clairement institutionnalisé, mais dans lequel la créativité, l'envie et l'investissement possible de chacun peut s'exprimer, tels sont les principes qui guident la conception de ce projet.

A travers les réunions plénières, rassemblant des représentants de tous les groupes, où le travail s'effectue à la fois sur les contenus et l'environnement de la manifestation, il s'agit d'obtenir une vision régulière de l'ensemble du projet, en associant ses contributeurs dans une réflexion collective aussi bien sur le fond que sur la forme.

La dynamique créée par le travail de groupe et les séances de synthèse où tous les aspects sont évoqués sans aucun mystère et où tous les discours sont pris en compte, autorise une appropriation individuelle et collective de la démarche, chacun mesurant ainsi l'importance de son rôle dans la bonne réalisation du projet.

Un Comité de pilotage et un Comité scientifique complètent le dispositif d'accompagnement du projet. Ils permettent d'associer des partenaires habituels ou d'agréger d'autres acteurs, ouvrant la voie à de nouvelles collaborations.

L'appel à communication, la recherche d'intervenants, puis la campagne promotionnelle, doivent à terme contribuer à formaliser un réseau qu'il conviendra de pérenniser, en entretenant les outils créés et en institutionnalisant la manifestation.

LES SALARIES DE L'IRTS ECRIVENT

PAR ANNE BERNARD

Les années passées nous l'ont prouvé, et le présent nous le démontre chaque jour : les salariés de l'IRTS écrivent, publient, dans une richesse et une diversité toujours renouvelées.

Nous pouvons, en illustration, citer de nombreux ouvrages et articles dont certains sont devenus des références incontournables pour les formations en travail social.

Certains de nos collègues ont écrit des ouvrages, voire des manuels, directement en lien avec la formation, destinés tout particulièrement aux étudiants. Citons, par exemple :

- Les livres d'Olivier Huet, directeur du site de Montrouge, tels que : *l'examen d'entrée dans les Centres de Formation en Travail Social* (2007), *le DEAMP* (2008), réédité tous les ans, *Le DEAVS* (2011) ou celui, coécrit avec notre collègue Catherine Roulhac : *Connaissance de la Personne* (2009), qui va être réédité en 2011.
- Les ouvrages de John Ward, responsable du pôle assistant de service social, *Guide de l'épreuve de Situation Sociale* (2002), *Guide de l'Epreuve de Dossier de Pratiques Professionnelles du DEAS* (2007), orientés vers la formation d'assistant de service social.
- Le livre de Faïza Guelamine, qui fut un temps responsable des formations supérieures à l'IRTS : *Guide de l'Assistante sociale* (2002), coécrit avec Chantal le Bouffant.
- L'ouvrage de notre ancienne collègue, Dominique Riandey, formatrice dans l'équipe « EJE » : *Les enjeux du métier d'éducateur de jeunes enfants* (2007), coécrit avec Bernadette Moussy.
- L'article *le CAFERUIS, Se former aux fonctions d'encadrant et responsable d'unité d'intervention sociale*, écrit par Jacques Riffault et Brigitte Berrat, paru dans *Métiers de la Petite Enfance* N°151/2009.

Nous pouvons mentionner les écrits de nos collègues en lien avec la recherche dans le secteur social et médico-social.

Dans le domaine du travail social et de l'action sociale

- Jean-Christophe Panas, actuel Directeur général de l'IRTS, a consacré un ouvrage au travail éducatif : *Former les équipes éducatives* (2003), ainsi qu'un article paru dans *Empan* N°59/2005 : *Professionaliser les équipes éducatives par immersion*, consacré aux équipes éducatives dans les CER. Il est également l'auteur d'un article intitulé *A l'épreuve des assauts pulsionnels : l'éducateur face aux mineurs délinquants* paru dans le *Sociographe* N°27/2008.

- Marcel Jaeger, Directeur de l'IRTS de 2003 à 2009, a écrit de nombreux ouvrages, dont *Diriger un établissement ou un service en action sociale et médico-sociale* (2005), *L'articulation du sanitaire et du social* (2000), et le *Guide du secteur social et médico-social* (dernière édition : 2009). Il a également coécrit avec Jean-François Bauduret, *Rénover l'action sociale et médico-sociale : histoires d'une refondation* (2002).
- Jacques Riffault, Directeur du site de Neuilly-sur-Marne, a consacré un ouvrage aux écrits professionnels : *Penser l'écrit professionnel en travail social* (2006). Il est également l'auteur de *20 Questions pour penser le travail social* (2007), et d'articles, parmi lesquels on peut citer *De l'humour et du rire dans le travail social*, paru dans *Vie Sociale* N°2/2010 et *Quelle place pour l'histoire dans la formation professionnelle : un créneau ou des interstices ?* dans *Sauvegarde de l'Enfance* Vol.57,N.2/2002.
- Dans une approche de l'intervention sociale et des politiques sociales à la fois théorique et pédagogique Michel Kaiser a dirigé, avec Jean-Marie Gourvil, l'ouvrage *Se former au Développement Social Local* (2008).
- Dans le champ de la réflexion sur la situation des personnes handicapées et de la formation des professionnels, nous pouvons citer *Handicap et Accompagnement, nouvelles attentes, nouvelles pratiques* (2009), coécrit par Olivier Huet avec Henri-Jacques Sticker et José Puig, (Dunod).

Sur des questions de société, problèmes sociaux, sociologie des cultures

- Brigitte Berrat, responsable du pôle formations supérieures et recherche, a écrit de nombreux articles et études, parmi lesquels nous pouvons citer : *Ceux qui ne demandent rien : hors jeu, résignés ou résistants ?* sur la thématique du non-recours aux droits sociaux, paru dans *Vie Sociale* (N°1/2008), *Entre " accès " aux soins et " recours " aux soins des populations défavorisées : une distance sociale*, paru dans *Ville-Ecole-Intégration* (N°115/1998), *Etude du dispositif de santé mentale mis en place à Paris en faveur des allocataires du RMI*, paru en 1999 dans les *Cahiers de la Mire*, ou encore *Le vieillissement des immigrés : Vieillesse ordinaire ? Vieillesse spécifique ?* paru dans *Vie Sociale* N°3/2005.
- Citons également Anne Petiau, chargée de recherche et formatrice, avec le tout récent ouvrage *Technomedia : Jeunes, musique et blogosphère*, paru en 2011, ainsi que des contributions à des ouvrages collectifs tels que : *De la déviance à la professionnalisation. Musiciens et amateurs de musiques électroniques* dans *Transitions professionnelles dans le monde associatif et l'animation* sous la direction de E. Gallibour et Y. Raibaud (2010), et de nombreux articles dont *De la découverte des substances psychoactives en milieu festif techno à l'usage maîtrisé* paru dans *Drogues, santé et société*, vol. 8, n°1, 2009.

- Elisabeth Callu, chargée de recherche, a écrit *Place des Jeunes dans la Cité* (2006) et participé à la rédaction de *Education et Réseaux de sociabilité : parcours de jeunes en difficulté* (2010) sous la direction de Catherine Delcroix.

Sur la thématique de la petite enfance

- Irène Kontomichos, formatrice dans la filière EJE, qui écrit régulièrement dans Le Journal des Professionnels de l'Enfance et dans EJE Journal. Mentionnons par exemple *Observer les enfants qui jouent* (le journal des professionnels de l'enfance N°56/2009.) et *Qu'est-ce que l'analyse de pratiques ?* dans EJE Journal N°19/2009.
- Marie Léon, qui fut formatrice dans la filière EJE, publie mensuellement des articles dans *Métiers de la Petite enfance*. Un exemple : *Permettre le jeu - Permettre la relation*, dans le dernier numéro d'avril 2011.
- Catherine Bouve, ancienne formatrice dans la filière EJE, a publié récemment *L'utopie des crèches françaises au XIXème siècle: un pari sur l'enfant pauvre* (2010) ainsi que *Pour un accueil de qualité de la petite enfance : quel curriculum ?* (2009). On la retrouve régulièrement dans différents périodiques comme auteur d'articles ayant pour sujet le thème de la petite enfance.

Si nous approchons une thématique orientée vers l'art, la poésie, mais également le lien entre les pratiques culturelles et artistiques et le travail social, les médiations culturelles, les médiations artistiques, nous pensons aux écrits de deux collègues :

- Jean-Louis Vincendeau : *Petit Traité du Jardin en ville* (1993), Giuseppe Penone : *la salle des épines* (2007).
- Joël Kerouanton : *Sidi Larbi Cherkaoui: rencontres* (2004), *Hors-scène : du handicap à l'aventure théâtrale* (2005).

Sur des thématiques qui vont plus dans la direction de l'histoire et de l'ethnologie, nous devons bien sûr parler de :

- John Ward, avec deux livres récents : *Placement et adoption des orphelins au Royaume-Uni 1870-1926 : l'orphelin et ses anges gardiens* (2010) et *Le mouvement américain pour l'hygiène mentale (1900-1930) ou comment améliorer la race humaine ?* (2011).
- et de Janick Maisonhaute, avec sa thèse publiée sous le titre : *Jouer avec le paradoxe : l'exemple des Pokot du Kenya* (2002).

Cette recension est loin d'être exhaustive. Elle entrouvre seulement la porte sur une équipe vivante, tonique et constamment en mouvement dont la production témoigne d'une réflexion et d'une créativité sans cesse tournées vers l'avenir et de nouveaux projets.

3^{ème} Partie – Contributions à une pédagogie active

PERSPECTIVES POUR LA RENTREE SEPTEMBRE 2011

PAR CATHERINE BOULENGER

Construire un nouveau projet pédagogique

Dans le nouveau projet pédagogique qui implique une plus grande transversalité entre les formations de niveaux III et offre un choix entre plusieurs mentions universitaires, j'ai été sollicitée pour coordonner la réflexion pédagogique sur le site de Montrouge.

Le défi est important puisque cela conduit à engager chaque équipe de formateurs « filière » dans une réflexion commune sur le plan pédagogique, ce qui n'est pas si fréquent même s'il y a déjà des transversalités pour un certain nombre de modules de formation (séminaires, médiations créatives...).

Par ailleurs, la méconnaissance qui n'a cessé de croître concernant les contenus des enseignements dispensés par l'Université, nécessite de se réapproprier ce qui apparaît incontournable en apports théoriques pour les formations de niveau III afin de vérifier la pertinence des contenus proposés par l'Université au regard des besoins de la formation professionnelle.

Cette réappropriation est d'autant plus importante que le changement d'Université dans un contexte de reconstruction du projet pédagogique, crée forcément des inquiétudes.

Des temps de réflexion pédagogique

Depuis décembre 2010, trois réunions ouvertes à l'ensemble des formateurs ont permis de dégager les axes sur lesquels il fallait qu'on travaille plus particulièrement :

- les apports théoriques, qu'ils soient dispensés par l'Université ou les formateurs,
- l'accompagnement des étudiants,
- le premier stage qui va accueillir un groupe de six étudiants ASS, EJE et ES.

Chaque axe a donné lieu ensuite à un travail en commission avec impérativement la présence dans chaque commission d'au moins un formateur de chaque filière.

En parallèle, des rencontres ont eu lieu pour mettre en commun la réflexion menée sur les deux sites et veiller à une avancée allant dans le même sens, même s'il peut y avoir évidemment des différences dans la mise en œuvre.

Ce travail en commission est en cours. Pour chaque commission, deux réunions de travail sont prévues avant une synthèse d'ensemble.

Sur le plan plus opérationnel, deux formatrices et moi-même allons coordonner la recherche des sites qualifiants qui vont s'inscrire dans ce projet en accueillant ces groupes de six étudiants. Il s'agira également de co-construire avec ces sites qualifiants les contenus et les modalités pratiques de l'accueil en stage.

Les sites qualifiants, au cœur du dispositif de formation

Cette idée n'est pas nouvelle.

Toutefois, il y a encore quelques années, existait toujours dans les esprits, l'idée que la formation des professionnels se faisait d'abord dans les centres de formation, comme leur nom l'indique !

Les lieux de stage venaient plutôt en support aux enseignements dispensés en centre de formation. En quelque sorte, le terrain permettait de vérifier que ce qu'on apprenait en centre de formation existait sur le terrain, d'où d'ailleurs cette façon souvent ironique de montrer combien il y avait de décalage entre ce qu'on apprenait à l'école et ce qu'on découvrait et faisait sur le terrain. Que ne disait-on pas de ces formateurs qui n'étaient plus sur le terrain, loin des réalités...

Le lien théorie et pratique ? C'était surtout une question qui se travaillait dans les centres de formation mais dont on se débarrassait bien vite une fois diplômé car l'important c'était la pratique !

Et c'est ainsi que se construisait la suspicion vis-à-vis de la théorie et donc de l'élaboration sur sa pratique, de la communication écrite et/ou orale sur ce qu'on fait...

Du coup, les relations entre les centres de formation et les lieux de stage étaient souvent vécues comme une obligation sans véritable rencontre.

Ces représentations ont évolué au fil du temps. Ainsi, sur le site de Montrouge, les réunions régulières depuis de nombreuses années ont progressivement permis que se tissent des liens. Au-delà de temps d'informations, ces réunions sont devenues des lieux d'élaboration d'une véritable réflexion pédagogique sur l'accompagnement des stagiaires. Des groupes de travail ont même eu lieu sur l'accueil, l'évaluation du stage, et depuis la réforme, sur la validation des écrits professionnels.

Le fait de parler de plus en plus de « formateur terrain » n'a pas été vide de sens. Il y a « du formateur » en centre de formation mais aussi sur le lieu de stage ! De la théorie circule, interroge les pratiques, se parle sur ces deux lieux de formation.

La réforme du diplôme d'ES (mais aussi de l'ensemble des diplômes en travail social) est venue renforcée ce mouvement.

S'appeler dorénavant sites qualifiants, être partie prenante de la validation d'une épreuve de certification (DC3-2) du DEES interroge mais dit clairement la place que le législateur a souhaité donner aux institutions qui accueillent des stagiaires.

Par ailleurs toutes les épreuves de certification prennent appui sur ce que l'étudiant découvre, expérimente, réfléchit en stage.

Du coup, la formation se fait d'abord sur le terrain, le centre de formation devient le lieu d'appui, d'accompagnement y compris sur le plan théorique de ce qui se passe sur le terrain. La logique d'acquisition des compétences professionnelles s'est inversée. Le lieu de formation est d'abord le lieu de stage.

Les référentiels professionnels, fédérateurs des différents métiers ?

Les référentiels professionnels ES, ASS et EJE mettent en évidence qu'un certain nombre de compétences nécessaires pour exercer ces métiers sont semblables.

Les différences portent davantage sur l'importance de la mobilisation (le cœur de métier) de tel ou tel champ de compétences dans l'exercice de tel ou tel métier du social.

Il est toutefois important de souligner que la relation à la personne accompagnée est incontournable, principalement pour les éducateurs pour lesquels la formation à la clinique doit être centrale. Pour qu'ils puissent éduquer et répondre de façon pertinente aux problématiques des enfants et adolescents surtout lorsqu'ils les accompagnent au quotidien, la formation doit donner une place conséquente à l'acquisition des compétences qui permettent d'être « *impliqué dans une relation socio-éducative de proximité* » et capable d'établir « *une relation de confiance avec la personne ou le groupe accompagné* ».

Cela n'exclut pas que les compétences mobilisées soient vraisemblablement pas tout à fait les mêmes, selon qu'on intervienne dans un foyer de vie pour adultes handicapés mentaux ou auprès de jeunes en prévention spécialisée, par exemple.

Cela conduit à penser que ce n'est pas tant le métier qui fait la différence en matière de compétences, que le secteur d'intervention.

C'est ainsi que les frontières entre métiers tendent à s'estomper au profit d'une reconfiguration autour des champs d'intervention : des professionnels de la relation dans les lieux de vie des personnes accueillies, des professionnels de l'insertion, de la prévention des risques...

Dans la fonction publique hospitalière ou territoriale, on parle depuis longtemps d'assistant socio-éducatif pour parler indifféremment d'un ES ou d'un ASS. Cela n'exclut pas qu'il puisse y avoir des différences d'approche des publics mais cela reste à démontrer.

Face à la nébuleuse des nombreux métiers du social qui, au fil des années, se sont créés au prétexte de répondre à des besoins et des demandes que ne pouvaient satisfaire les métiers traditionnels du secteur (les fameux métiers canoniques : ASS, ES et EJE), il s'agit certainement d'y voir plus clair.

Les réformes des conventions collectives, quoi qu'on en pense, visent aussi une meilleure visibilité et compréhension de qui fait quoi, avec quel niveau de compétences...

En tous cas, tout incite à « décloisonner » pour mieux dégager et cerner les compétences nécessaires pour travailler dans le champ socio-éducatif.

Il s'agira toutefois d'être vigilant pour que la dimension clinique reste bien présente dans les formations quel que soit le champ d'intervention des futurs professionnels.

Des étudiants sous pression

Si les raisons pour lesquelles on décide de devenir ASS, ES ou EJE n'ont pas fondamentalement changé (goût pour la relation à l'autre, envie d'exercer un métier qui a du sens...), l'accès à la formation est devenu plus complexe.

A côté de ceux qui ont depuis longtemps fait ce choix professionnel, d'autres y sont arrivés après quelques années « d'errance » universitaire ou de petits boulots. Le secteur social offre encore des débouchés, surtout en Ile-de-France ; on ne prend donc pas le risque de faire une formation qui conduise au chômage. Toutefois, on ne doit pas perdre encore trop de temps pour trouver sa voie professionnelle...

La précarité de bon nombre d'étudiants s'est accrue : coût du logement et des transports pour les étudiants qui viennent de province, difficultés économiques, amènent beaucoup d'étudiants à travailler en parallèle à leur formation.

La gratification des stages a rendu très difficile l'accès aux stages. Du coup, les étudiants sont à peine arrivés en formation qu'ils doivent chercher un stage, avec l'inquiétude très forte de ne pas en trouver.

Que dire des étudiants qui arrivent de province et doivent en même temps trouver un logement, se repérer dans les transports...

Ils cherchent un stage sans un tout petit peu de connaissances des différents champs professionnels, sans qu'ils aient eu le temps de réfléchir à ce qui leur convient le mieux et sans tenir compte de ce qui pourrait être le plus pertinent pour chacun d'entre eux en fonction de leur parcours antérieur.

L'élaboration que permettait la recherche de stage tend à s'effacer. Il s'agit de trouver un stage, coûte que coûte, voire de se projeter très vite dans la recherche des stages suivants sans mettre à profit ce que le temps permet en terme de formation.

Un nouveau projet pédagogique...

C'est en prenant en compte ces différents constats que s'est progressivement construite l'idée d'un premier stage :

- 8 semaines, pour le sortir de l'obligation de gratification
- collectif et en transversalité : un groupe de six étudiants ASS, ES et EJE
- période comprise entre début novembre et début janvier, après avoir pris le temps de faire connaissance et de commencer à construire un parcours de formation qui ait du sens pour l'étudiant

L'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne a construit les objectifs de stage. Les étudiants n'ont donc pas à chercher ce 1^{er} stage.

C'est un stage de découverte à partir d'un « lieu-pivot », lieu d'ancrage du groupe d'étudiants. C'est à partir de ce lieu que les étudiants vont explorer les différents axes du travail socio-éducatif, commencer à comprendre les problématiques des « usagers », s'initier à la relation à l'autre et à la pratique professionnelle dans ses différentes composantes (équipe, partenariat).

- le lieu de stage est sur un territoire, une ville, un département... : exploration du territoire, son évolution, les structures sociales qui existent et leurs missions...
- le lieu de stage est une institution : connaissance de ses missions, du cadre législatif dans laquelle elle s'inscrit, son financement, privé/public/associatif...
- le lieu de stage fonctionne avec des professionnels : qui sont-ils, que font-ils, que mettent-ils en œuvre pour répondre aux problématiques des personnes accueillies, organigramme, organisation du travail d'équipe, modes de communication dans l'équipe...
- le lieu de stage accueille un « public » : connaissance des personnes accueillies, de leurs problématiques et difficultés, initiation à la relation avec eux...

Le partenariat que l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne va construire avec les institutions qui vont accepter de se lancer dans ce nouveau projet ne va pas être que formel (signature d'une convention de stage). A partir des objectifs généraux cités ci-dessus, on va préciser les objectifs de stage en tenant compte de la particularité du lieu d'accueil et élaborer la « commande » que le lieu pourra passer aux étudiants accueillis, commande qui servira de fil conducteur tout au long du stage.

Pendant le stage, des réunions de travail auront lieu avec les sites qualifiants concernés pour échanger sur cette nouvelle forme d'accueil des stagiaires et commencer à analyser et évaluer ce que cet accompagnement produit.

Un formateur référent accompagne ce groupe d'étudiants de leur entrée en formation jusqu'en janvier, c'est-à-dire avant, pendant et un peu après le stage. C'est ce formateur qui animera le groupe d'étudiants lors de ses retours à l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne et qui accompagnera chaque étudiant du groupe, dans la confirmation de son choix professionnel. Il amorcera avec lui la réflexion sur le choix de mention. Ce travail se poursuivra avec le formateur qui prendra le relais pour la suite du parcours, à commencer par l'accompagnement du 2^{ème} stage effectué en fin de 1^{ère} année (mi-avril à fin juin).

Un cahier « récit de formation » sera l'outil central de l'étudiant pour construire son parcours de formation, faire son choix de mention et confirmer son choix professionnel. Il y « tricoter » ce qu'il découvre et apprend pendant le stage et lorsqu'il est au centre de formation, ce qui se passe dans sa rencontre avec les « usagers », les professionnels,...

A ce jour, nous n'avons pas encore fini de construire le dispositif d'accompagnement de ce stage. La réflexion est en cours... et avance !

POUR UNE PÉDAGOGIE ACTIVE L'exemple du cahier de professionnalisation

PAR VERONIQUE FANFANT

Dans un premier temps j'ai souhaité rendre compte de la manière dont est travaillée la pratique professionnelle aujourd'hui et depuis six ans, avant de rendre compte des leviers théoriques qui accompagnent l'implication des étudiants en stage. Puis, j'ai souhaité rappeler l'historique du « cahier de professionnalisation » pour comprendre où et comment est consigné le parcours subjectif et technique de l'étudiant.

Je commencerai par clarifier institutionnellement les valeurs du management qui préfigure le modèle pédagogique.

- refus de la fatalité de l'échec des études de l'étudiant et la lutte contre le défaitisme du travail qualitatif, face aux nouveaux enjeux de déqualification du secteur professionnel de la petite enfance.
- solidarité, fondée sur l'entraide, la mutualisation des compétences et l'organisation d'accueils entre étudiants. Elle est interpersonnelle et collective et se fonde sur une civilité entre étudiants.
- confiance en la capacité de chacun à être acteur durant sa formation.
- attention aux personnes en difficulté dans la formation.

Ce cadre vient en réponse à des étudiants de plus en plus confrontés à :

- une augmentation du nombre d'enfants ayant des difficultés de concentration, en proie à d'importants écarts « imprévisibles » entre un « excès » de discipline et une tolérance exagérée.
- une montée des valeurs basées sur « l'épanouissement personnel » (plaisir/déplaisir) liées à un faible seuil de tolérance à la frustration, à la discipline, à la rigueur.
- une augmentation du nombre de parents en perte de confiance de leur capacité créative et éducative.
- un renouvellement permanent de certaines familles dans certaines communes et un grand isolement de ces familles.
- une insatisfaction ou incompréhension de tout un public dans ses relations quotidiennes face aux administrations.
- des difficultés pour certaines familles à argumenter, à formuler un questionnement précis, à patienter.

Tenant compte de ces éléments problématiques, deux types d'évaluations coexistent. L'une est sommative, l'autre est formative. Une des limites parfois évoquée à propos de la pédagogie participative par objectif peut se résumer en une phrase : « *Par rapport à un devoir sur table ou un partiel, les savoirs sont arbitraires, les critères d'évaluation ne sont pas délimités, les notes peuvent être inflationnistes* ». Pourtant, évaluer c'est confronter un ensemble de critères. L'évaluation sommative note des résultats normés, dans un cursus unique à double validation, universitaire et professionnel. Dans le même temps, s'intéresser à d'autres moments, à des évaluations formatives (formation à un métier) en prenant en compte les processus qui rendent les personnes acteurs de leur parcours, participe à la modification des représentations ; c'est une construction d'appropriation personnelle du savoir, c'est faire « fonctionner son cerveau efficacement » disait J. Ardoinot dans un processus qui s'inscrit dans la durée. C'est précisément parce que les deux types d'évaluation coexistent qu'elles prennent force ensemble dans la production de réponses autonomes. La créativité qui découle de cette force est fondamentale pour évoluer dans des contextes professionnels qui sont en pleine recomposition de façon accélérée.

La pédagogie sur le site de Neuilly-sur-Marne est une pédagogie active par objectif (PAO). Elle se décompose en opérations simples qui aboutissent à une tâche complexe, en mettant l'accent sur des capacités précises, des progressions observables par petites étapes. La conscientisation de chaque étape est primordiale de manière à favoriser les transferts (c'est-à-dire résoudre un problème dans une autre situation). Comprendre, c'est conceptualiser et abstraire (Huteau Bruner), c'est très différent « d'apprendre que » qui relève d'avantage du registre de l'information. « Comprendre c'est l'intégration d'une connaissance dans un ensemble de connaissances antérieures », c'est donc modifier ses représentations intérieures et procéder à une construction personnelle de son savoir.

C'est donc sur cette base que s'est construit le cahier de professionnalisation qui rend compte de cet ensemble. Nous constatons régulièrement les effets de cette pédagogie, au point qu'une élue en charge de la « petite enfance », lors d'une rencontre à l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne a qualifié de « *pédagogie opérationnelle qui produit des professionnels à la fois réfléchis et concrets, très recherchés* ». Le stage long est aujourd'hui jonché d'initiatives argumentées qui sont consignées dans le cahier de professionnalisation ; des analyses sur les enjeux professionnels apparaissent dans le cahier de professionnalisation à mesure que le cheminement de l'étudiant lui permet de relier ses savoirs à ce qu'il expérimente sur le terrain.

Le cahier de professionnalisation est né en 2005, à Neuilly-sur-Marne. Il est concomitant d'une réflexion autour du langage propre au métier de l'action sociale. Sa création s'inspire de la pédagogie institutionnelle.

Sans les valeurs de confiance, de solidarité et de respect des personnes que nous accueillons sur site (formateurs occasionnels et terrains compris), l'accompagnement à l'écriture du cahier de professionnalisation pourrait rester didactique et perdre son sens car sa force est sa capacité à parler de relations à partir de travaux initiés dans un dispositif pédagogique mobilisant qui nous est cher.

CULTURE ET ACCOMPAGNEMENT

PAR JOËL KEROUANTON

L'année 2010 a vu l'émergence du développement des réseaux et partenaires en lien avec les médiations créatives, ainsi que la réflexion et la prospection de sites qualifiants « labellisés culture » pour les 2 sites. Les journées « Art et éducation » à Montrouge avaient déjà amorcé ce travail, que nous souhaitons déployer en transversalité dans les dispositifs de formation. Ainsi, l'art et la culture ne seraient pas à la marge des autres enseignements, mais un moyen pour l'étudiant de développer un appareil critique vis-à-vis du travail social dans sa globalité.

Des conventions de travail ont vu le jour (l'Association de Prévention du Site de la Villette, Le Louvre), d'autres sont en projet (La Cie Vertical détour à Ville-Evrard, La Ferme du Buisson à Noisiel). Ce travail « extérieur » à l'Institut associe, autant que faire se peut, la présence d'un formateur ou d'un responsable de filière, et se couple d'une réflexion en interne autour de l'aménagement d'un espace-ressource « art, culture et accompagnement » dans les bibliothèques de l'institut. Ce travail s'amorce dans un premier temps sur le site de Neuilly-sur-Marne.

L'enjeu de ces partenariats avec des lieux culturels et des « sites qualifiants culture » est triple.

1 - Permettre à l'étudiant, quelque soit son parcours d'études, de fréquenter des lieux culturels, **d'expérimenter son propre rapport aux arts, pour son propre devenir**, et peut-être le transférer ultérieurement dans sa pratique professionnelle. Les lieux de stage individuels et collectifs comme L'espace d'insertion, l'atelier Poulbot, ATD quart-monde ou encore l'ESAT Chapiteaux-Turbulences, Le Vent se lève, Le CHRS la Moquette permettent d'entrevoir que les médiations créatives peuvent être un fil rouge au projet d'établissement et de service.

2 - Créer une dynamique dans les équipes et secrétariats pédagogiques de l'Institut autour des médiations créatives. **La culture est le lieu du partage du sensible, c'est aussi le lieu du travail territorial, partenarial et de réseau.** Il s'agit d'associer chacun, petit à petit, de façon à ce que l'idée de faire appel à des partenaires culturels ou des sites qualifiants culture aille de soi. La perspective étant que des stages individuels dans ces lieux puissent avoir lieu, mais aussi des stages collectifs comme le diagnostic social et territorial (étude de milieu chez les assistantes de service social ou découverte métier chez les éducateurs spécialisés).

3 - Amener l'Institut à produire de la connaissance autour des questions « art, culture et accompagnement », par l'organisation de moment de débat, partage et confrontation d'idée. Le groupe de travail constitué autour de la préparation des Rencontres régionales européennes 2012, ou encore le séminaire pédagogique à la Villette illustrent la volonté de **penser le travail social par le prisme des pratiques artistiques et culturelles.** La matière CULTRA (1^e année ASS/EJE), la future table ronde à Ville-Evrard en fin de module « créativité » pour les ASS 2^e année sont des moments, pour les étudiants, où ils peuvent participer à cette réflexion. Reste à imaginer comment ces productions de connaissance peuvent trouver place dans la plate-forme d'apprentissage collaborative, ou sur le site internet de l'Institut.

MISE EN PLACE D'UNE PLATE-FORME D'OUTILS COLLABORATIFS ET D'ENCADREMENT PEDAGOGIQUE EN LIGNE

PAR DANIELE CHABRIER

Le projet

La Direction générale a présenté au CE du 29 septembre 2010 un projet de mise en place d'outils collaboratifs et d'encadrement pédagogique à partir d'une plate-forme d'apprentissage en ligne.

Ce projet a été réfléchi suite à la mise en place expérimentale d'un site d'informations, d'échanges et de capitalisation de documents lors de l'initiation au diagnostic social et territorial des assistants de service social à Montrouge au mois de février 2010. L'analyse en équipe des retours positifs, apports et limites de l'utilisation de cet outil a permis l'écriture de ce nouveau projet.

La référente de la matière, Danièle Chabrier, conciliant à la fois la connaissance technique des outils, mise en place et administration, l'expérience de leur utilisation et la participation au travail et à la réflexion pédagogique de l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne en a été chargée. Elle prendra alors, pour ce projet, une place de médiation entre les besoins, (à définir et discuter au sein de l'IRTS), et leur mise en forme et en application (avec évaluation et retour à discuter à l'IRTS). L'élaboration des contenus et leur suivi sont du ressort des formateurs. Le développement de ce projet est prévu sur 3 années.

Le logiciel choisi est moodle pour sa grande modularité, l'esprit de sa conception, l'importance de son développement dans les universités et les centres de formation qui en font un gage de pérennité et de qualité de développement adapté à nos besoins.

La plate-forme a été mise en ligne le 18 décembre 2010 et, à ce jour, le calendrier prévisionnel est tenu. Elle est visible à l'adresse :

<http://irts-montrouge-neuillysurmarne.moodler.org/>

Bref rappel des fonctionnalités et définitions d'une plate-forme d'apprentissage en ligne

Une plate forme d'apprentissage en ligne est une des composantes d'un dispositif, parfois appelé e-learning, et qui comprend au moins :

- une stratégie pédagogique et tutorale,
- une ou plusieurs communautés d'apprenants,
- une plate-forme d'apprentissage,
- des tuteurs ou animateurs,
- des contenus textuels ou multimédias,
- des activités pédagogiques, de transmission, collaboration, production et validation de connaissances.

La plate-forme d'apprentissage en ligne facilite la mise en œuvre de stratégies pédagogiques.

C'est un logiciel dérivé des logiciels CMS (content management system) qui présente des fonctions synchrones et asynchrones adaptées à la pédagogie et l'apprentissage.

Activités synchrones principales

Service de chat, messagerie instantanée, visio et télé conférences, voix sur IP.

Activités asynchrones principales

- outils collaboratifs : forum, messagerie, espaces de dépôts de fichiers (supports de cours ou écrits des étudiants), calendriers et planifications des événements, agendas partagés ou non, wiki, tableau blanc, eportfolio, blog, bureau en ligne...
- outils de transmission et de validation : tests, quizz, sondages, outils de conception de parcours pédagogiques, outils de développement et d'intégration de cours en ligne...

Autour des fonctionnalités pédagogiques et de développement des apprentissages par collaboration, production et tutorat, peuvent s'ajouter d'autres fonctionnalités et d'autres rôles comme :

- des fonctionnalités relatives aux référentiels de formation et à la gestion de compétences, à la gestion administrative, à la gestion des ressources pédagogiques, à la gestion de la qualité de la formation
- des rôles d'administration des matériaux pédagogiques, d'administration de la scolarité, de la formation...

Choix de la population et des activités

Pour la première année le choix est motivé par le travail de réflexion et de mise en place de quelques outils déjà effectué depuis deux ans sur le pôle ADS sur les sites de Montrouge et Neuilly-sur-Marne.

Les activités s'intégreront alors à la pédagogie réfléchie pour le parcours découverte métier et initiation à la recherche professionnelle et en référence aux 4 domaines de compétence DC1, DC2, DC3, DC4 : intervention professionnelle en service social et plus particulièrement à la conduite de l'intervention sociale d'intérêt collective, expertise sociale, communication professionnelle et implication dans les dynamiques partenariales institutionnelles et interinstitutionnelles.

Les populations étudiantes concernées prévues

ASS1 pour l'étude de milieu ou diagnostic social et territorial, sites de Montrouge et Neuilly-sur-Marne. Le travail envisagé fait suite à l'évaluation de l'activité mise en place sur le site de Montrouge l'année dernière (avec outils en ligne) et concerne : le suivi des présences en stage des groupes avec les agendas partagés, le travail collaboratif des groupes autour de la collecte de données, l'organisation du travail d'équipe, la conception et la rédaction des dossiers, le tutorat des groupes en méthodologie de recherche, la mise en forme et discussion des travaux.

ASS2 pour le travail de mémoire, site de Neuilly-sur-Marne. Le travail est envisagé suite aux problèmes rencontrés autour du suivi des guidances et à la réflexion en cours sur une nouvelle organisation des ateliers de recherche des suivis des étudiants, de la coordination des intervenants. Il prend place dans la mise en œuvre d'une pédagogie collaborative plus dynamique autour de l'initiation au travail de recherche, de l'échange et de la production de connaissances et de l'écriture.

Une continuité vers les ASS3 est prévue pour l'année 2. L'intégration de nouvelles activités pour d'autres populations d'étudiants sera soumise à des définitions de besoins et discussions dans chaque filière.

D'autres part l'outil permet la facilitation du travail de groupe, aussi, une mise en place progressive d'activités est prévue, suivant les besoins des formateurs, notamment pour le travail d'élaboration et d'organisation autour de l'année propédeutique. Le temps de travail estimé sur le prévisionnel joint sera, sans doute, à moduler suivant l'évolution et la définition du travail des différentes commissions.

BIENNALE DU FILM D'ACTION SOCIALE
4EME EDITION DU 8 AU 10 FEVRIER 2011

PAR MARIE-CHRISTINE GIROD

Les objectifs

Il s'agit, lors de cet événement culturel de 3 jours, de faire **la promotion d'œuvres cinématographiques** de qualité et d'en **faciliter l'accès** dans notre secteur.
La Biennale s'inscrit dans le programme de nos journées d'étude.

La Biennale

Invité d'honneur : **Jacques Ladsous**, Educateur, secrétaire général du Musée Social
Avec le soutien de la DGCS

Frères humains qui après nous vivez,
N'ayez les cœurs contre nous endurcis,
*Léo Ferré - Frères humains / L'amour n'a pas d'âge – La violence et l'ennui – RCA éditeur -
1980*

Tomkiewicz, un regard, une conscience

Fin des années 90, j'ai un bureau à l'IRTS de Montrouge qui est un peu à l'écart, je cohabite avec quelques unités de l'Inserm. Je discute régulièrement avec un voisin... de rien, de tout... il est alors âgé, provocateur comme un ado, disponible, détestant la médiocrité, drôle... Ah bon ? Tom est pédopsychiatre !

*N'ayant jamais recherché la célébrité, **Stanislaw Tomkiewicz** reste aujourd'hui peu connu. Et pourtant... juste pour situer, quelques titres parmi une foultitude de publications : Korczak et la démocratie ; Aimer mal-châtier bien ; Comment faire de votre enfant un délinquant ; Est-ce ma faute, docteur ? entretien sur le handicap et la dépression ; La résilience aujourd'hui - Mieux traiter familles et professionnels ; Souvenirs d'adolescence. Varsovie septembre 1939 – octobre 1940...*

Pour le film de clôture, il était donc logique de proposer à Daniel Kupferstein de présenter, en exclusivité pour la Biennale, une sélection d'interviews inédites qu'il a effectuées avec celles et ceux qui ont accompagné Tom.

L'histoire commence au ghetto de Varsovie...

La Biennale, c'est aussi, 15 superbes films documentaires en compétition, en lien avec les questions de notre société : le monde du travail, l'éthique, l'engagement individuel ou collectif, la solidarité, la place de l'économie et du politique...

Le cinéma est ici soucieux d'une restitution compréhensible, subtilement perceptible, du quotidien de jeunes, de personnes en situation de handicap, d'oubliés du logement, de demandeurs d'asile... souvent accompagnés par des professionnels.

Cette forme de restitution c'est d'abord celle qui procure du plaisir. J'ai beau avoir vu plus de 400 films depuis 2005 et pourtant... il y a toujours cette jubilation, je suis embarquée avec Valentin, Manu, Fosia et les autres...

Et puis, plus tard, il y a le plaisir de l'analyse, de la compréhension des représentations, des résonances avec le monde (le mien, celui de l'Autre), bref, le bonheur du regard distancié.

Programme

Deux espaces de projection vont cette année fonctionner en parallèle, l'amphithéâtre de l'Université Descartes proche de l'IRTS pour les films en compétition et la salle polyvalente de l'ETSUP pour les films hors compétition.

Films en compétition

Je suis esclave de mon cerveau, mais en même temps il me libère.

Le désir part-il en fumée ?

2009 – Documentaire - 50'

Agathe BLUYSEN

Sous la forme d'une enquête dans la littérature et auprès des fumeurs, Agathe Bluysen dresse le portrait d'une fumeuse obsessionnelle qui prend la décision d'arrêter, mettant à jour le processus de maturation d'une décision et la sublimation qui en découle.



L'épreuve des mots

2008 – Documentaire - 27'

Nicolas FAVREAU

Un film qui propose une mise en lumière de personnes ayant une déficience intellectuelle. On parcourt avec ces hommes et ces femmes, qui se sont portés volontaires, les grands sujets de notre société : amour, travail, argent, politique....



Cocotte 17 minutes

2008 – Fiction - 17'

Brice MOREL

Cocotte 17 minutes, réalisé au Fresnoy (Studio National des Arts Contemporains), est le produit du travail d'un atelier vidéo. Les participants, pour certains d'anciens pensionnaires de la clinique psychiatrique de la Chesnaie (Chailles, Loir-et-Cher), en ont eux-mêmes élaboré le scénario et en sont les acteurs interprètes.



Il s'agit d'une fiction farfelue qui se déroule sur trois écrans à travers lesquels les personnages circulent.

J'existe, apprends à me connaître

Direction des Richesses Humaines

2009 – Documentaire - 52'

Carole TRESKA

Bretagne Ateliers est une entreprise en mécanique, sous-traitante dans l'industrie automobile. Depuis sa création, l'entreprise a connu une croissance continue et n'a jamais licencié, malgré la crise économique entraînant des délocalisations. Pourtant, parmi ses 700 salariés, 80 % sont des travailleurs handicapés...



Welcome to Paradise

2008 – Documentaire - 50'

Manuel POUTTE

Welcome to Paradise retrace l'arrivée et l'installation aux Etats-Unis, d'une jeune fille (Fosia) et d'un jeune homme acharaf (Aden) originaire de Somalie. Ils ont séjourné pendant plus de quinze ans dans un camp de réfugiés au nord-ouest du Kenya. Deux jeunes parmi tant d'autres, déplacés sous l'égide de l'ONU et de l'OIM. (Organisation Internationale pour les Migrations).



Leur parcours illustre de manière exemplaire ce que vivent des millions d'autres réfugiés qui, sous la pression des contraintes politiques ou économiques, sacrifient leur culture, leur manière de vivre, pour une hypothétique vie meilleure.

En suivant Fosia et Aden, depuis leur quotidien dans le camp de réfugiés de Kakuma jusqu'à leur installation et leur intégration dans leur nouveau lieu de vie, C'est le portrait d'un exil qui est dressé ; un exil qui questionne les valeurs dominantes de notre civilisation occidentale.

Construire son futur

2009 – Documentaire - 42'

Christian VAN CUSTEM - Belgique

Au Gaffi – Groupe d'Animation et de Formation pour Femmes Immigrées – le rouge, le vert et le jaune vif des murs reflètent la vie et la diversité du lieu... Des femmes évoluent dans les couloirs et relèvent le défi de suivre des cours. Parmi elles : Zara, Ola, Nadia, Myriam, Zakia, Siham, Hakima, réparties dans trois groupes de niveau différent.



D'âges, d'horizons, de vécus divers, elles nous permettent, par bribes, de saisir l'urgence et l'importance de leur formation. Sa pertinence aussi. Pour les y aider les formatrices y sont exigeantes et les cours jamais en demi teinte. Et si le rouge est violent ; l'itinéraire de bon nombre de ces femmes aussi.

Construire son futur, c'est l'objectif des apprenantes et une large palette de moyens humains et pédagogiques est mise à leur disposition pour y arriver.

Grandir malgré tout

Six personnages en quête d'éthique

2009 – Documentaire - 52'

Michèle et Bernard DAL MOLIN

Trois histoires de vies : des femmes et des hommes parlent de moments qui ont finalement changé leur vie : dons d'organes ou greffes. Il n'est pas toujours facile de donner, qu'en est-il de recevoir ?



Dimension symbolique ; éclairage philosophique (Alice Casagrande) ou sociologique (Christian Baudelot) ; questionnement moral et éthique à propos des prélèvements des éléments du corps humain, des dons et des transplantations... ; témoignages vécus, sont les ingrédients de ce film conçu pour ouvrir un débat.

Solidaridad !

2008 – Documentaire - 26'

Stéphane ETIENNE et Renaud POMIES

Au Nicaragua, un bidonville s'est métamorphosé en véritable quartier grâce à la mobilisation de ses habitants et à la solidarité internationale. Son nom ? Solidaridad !

Habitants et acteurs locaux témoignent de ces cinq années de lutte qui ont changé leur vie.



Les choix de Valentin

2009 – Documentaire - 61'

Marine PLACE

Calais, 2007. Valentin passe son bac et partage son temps entre le lycée, l'hôpital où est soignée sa mère et l'engagement auprès de jeunes réfugiés. Ils viennent d'Afghanistan, d'Irak, d'Iran, d'Afrique... tous portés par l'espoir de rejoindre l'Angleterre.

C'est l'âge des choix. Valentin avance les yeux ouverts dans un monde vaste et complexe où la question du sens de la vie se présente à chacun de ses pas.



A.A.A. Attitude Authentiquement Affective...

Une école en terre d'accueil

2009 – Documentaire - 52' - Belgique

Roger BEECKMANS

Comment devient-on citoyen dans un pays d'accueil ? Comment concilier deux discours différents, le discours parental et celui enseigné à l'école ? Comment choisir entre la croyance et la raison ? Comment vivre ensemble et accepter que filles et garçons aient les mêmes droits ? Comment apprendre à aimer une Serbe, si on est Albanais, une Juive si on est musulman, une athée si on est croyant ?

L'école est un lieu de rencontre et d'ouverture vers l'autre. Elle est pour des adolescents de cultures différentes un lieu de parole et d'écoute, parfois même un lieu de droit contre toutes formes de violences...



Manu, une histoire de M.E.C.

2010 – Documentaire - 54' - Belgique

Vincent DEVEUX

Manu et Erol, les terreurs du foot-fauteuil belge se sont fait une promesse : mener leur équipe, les M.E.C., en 1re division française. Malheureusement, Erol est parti avant d'y parvenir.

Le film suit Manu dans son défi, capte l'intimité de ces sportifs lourdement handicapés mais avant tout des compétiteurs à part entière. Il dresse un portrait nuancé de Manu, par vraiment un héros mais bien un capitaine, décidé à lutter contre vents, marées et sa myopathie pour mener son navire à bon port.



Sous d'autres latitudes

2009 – Documentaire - 34'

Nadine CHIFFOT

L'adolescent difficile est d'abord celui qui nous met en échec.
L'adolescent difficile est un adolescent difficile à aider.



Institutions : un enfer pavé de bonnes intentions

Les résidents (de la République)

2010 – Documentaire - 60'

Lionel MONIER

Un temps d'errance au sein de l'historique Maison de Nanterre, rebaptisée il y a peu le CASH (Centre d'Accueil et de Soins Hospitaliers).

On y voit des travailleurs sociaux, des vrais centenaires, des pigeons, quelques fleurs, des médecins, des chats et les grands brûlés du corps social, les sans rien, ceux de l'ombre, les inutiles, échoués à Nanterre, une île.



Ebullition et Sirine

2006 – Documentaire - 19'

COLLECTIF PRISON (sous la direction d'Anne TOUSSAINT) EBULLITION. Durant une année, des étudiants en sciences politiques sont venus chaque semaine à la prison travailler avec le groupe de l'atelier « En Quête d'autres Regards ». Ensemble ils ont regardé des images et éprouvé l'acte de filmer. Ebullition est un moment particulier de cette rencontre.

Khalid, prisonnier, élabore la mise en scène de son court-métrage. Antoine, étudiant, visionne les rushes de Khalid, une discussion s'installe entre eux sur le sens du temps de la peine.

SIRINE est le court-métrage réalisé par Khalid.



Prisons, histoire d'une faillite

2009 – Documentaire - 52'

Philippe PICHON

A l'occasion de la promulgation toute récente de la nouvelle loi pénitentiaire, le film propose un tour d'horizon des politiques pénale et carcérale de ces trente dernières années pour tenter de comprendre la situation actuelle des prisons françaises, en faillite.

Pour ce faire, il donne la parole aux bâtisseurs et aux pourfendeurs d'une législation qui est loin de faire l'unanimité.

Il dévoile aussi une autre dimension peu connue du système, inquiétante pour l'avenir : comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis, le détenu français incarne une nouvelle source de profits extrêmement rentables pour quelques grosses entreprises privées...



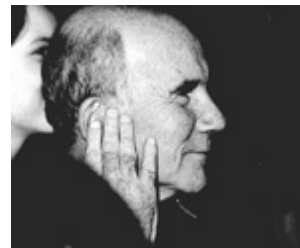
On l'appelait Tom

Février 2011 – Documentaire - 1h50

Daniel KUPFERSTEIN

Daniel Kupferstein nous offre la projection exclusive d'interviews inédites de ceux qui ont accompagné Stanislaw Tomkiewicz : Michel Manciaux, Joe Finder, ancien Directeur du foyer de Vitry... et quelques surprises.

L'histoire commence au ghetto de Varsovie...



Films hors compétition

Des mots pour vivre...

Solstices – Les enfants de la Parole

2010 – Documentaire - 80'

Bernard RICHARD

Solstices a soigné et éduqué, au long court, des enfants souffrants d'autismes, de psychose, de troubles du caractère et du comportement.

Ce laboratoire pour l'autisme, cette utopie réaliste a duré 30 ans.

Autogéré en interne, cogéré avec les tutelles, le service, éclaté en douzes lieux, accueillait 36 enfants. « Pas de soin sans parole libre, pas de parole libre sans démocratie » R. Gentis, dans le livre de C. Allione consacré à Solstices).



Tricotages

2008 – Documentaire - 52'

Gabriel GONNET

A partir des parcours de Maurice et Marianne, Boris Cyrulnic repère, questionne et commente les éléments qui aident à se reconstruire, après un drame majeur : le tricotage de la résilience.

Un film en résonance avec Stanislaw Tomkiewicz.



Protéger, éduquer, donner toutes les chances aux enfants

Une maison pour les parents

2010 – Documentaire - 90'

Daniel KUPFERSTEIN et Emmanuelle SIMON

Tourné essentiellement à la Maison des parents de Bobigny, ce film documentaire montre des femmes et des hommes qui se battent pour donner toutes leurs chances à leurs enfants. La richesse et l'authenticité des échanges lors des groupes de parole, nous mènent bien au-delà de la parentalité. Dans ce

film, les relations hommes-femmes, la sexualité des enfants, les rapports avec la police, les violences conjugales, la délinquance, les problèmes de scolarité, la tolérance et le respect, les enfants venus d'ailleurs ou les mariages mixtes sont autant de thèmes qui nous questionnent.

Au moment-même où l'on parle à nouveau de sanctionner les parents défaillants, ce film porte résolument un regard nouveau sur les quartiers populaires de notre pays.



Enfances difficiles, affaire d'Etat

2010 – Documentaire - 52'

Adrien RIVOLLIER

Après la Révolution Française, l'Etat a commencé à s'inquiéter de l'enfance en difficulté, en prenant le relais de la famille. Des bagnes pour enfants du 19e au centres éducatifs fermés d'aujourd'hui, la question de la prise en charge des mineurs en danger et mineurs délinquants a toujours été au cœur du débat social, politique et judiciaire...



Par une double approche historique et contemporaine, ce film retrace l'histoire de la protection de l'enfance en France et explore en filigrane l'évolution du statut de l'enfant en écho avec celui de la famille.

Se loger une difficile histoire...

Les parents

2008 – Documentaire - 70' - Belgique

Christophe HERMANS

Dans un village de Dordogne, Alain et Richard accueillent dans leur maison trois personnes âgées. Une alternative séduisante aux maisons de retraite traditionnelles. Avec des gestes proches de ceux d'un père, Alain et Richard accompagnent des mois, des années durant, les pensionnaires dans leur fin de vie. Ils forment une famille.



Tout le monde l'ignore, mais aujourd'hui les deux hommes ont décidé de vendre leur maison pour s'installer aux Antilles...

Comme un oiseau dans un aquarium

2010 – Documentaire - 81'

Thomas ROUSSILLON

C'est la fin de la trêve hivernale.

L'expulsion guette les habitants d'un ancien orphelinat laissé à l'abandon par les pouvoirs publics, au 48 de la rue Lionnaise, à Angers.



Réquisitionnée, cette demeure abrite 43 demandeurs d'asile originaires de la Corne de l'Afrique, 14 Roms de Roumanie et 17 jeunes sans-logis. Face à l'absence de proposition de relogement, tant de la part de la Mairie que de la Préfecture, les « habitants du 48 » s'organisent pour faire entendre publiquement leurs revendications.

L'expulsion a lieu, le 23 avril 2009.

C'est le début d'un long chemin vers le relogement pour tous les habitants du 48.

C'est également l'affirmation d'un mouvement de réquisition et de résistance qui n'en est qu'à ses débuts, compte-tenu de l'affluence récente de nouveaux demandeurs d'asile.

Par les étudiants à l'IRTS

"**Exposition photo - débat**" autour du projet Maroc réalisé dans le cadre des médiations éducatives par un groupe de quinze étudiants en 3e année éducateur spécialisé.

Projection du film *Casablanca, les enfants du bitume* d'Elisabeth Drévilon.



Casa la blanche, Casa l'active, Casa la capitale économique du Maroc' Une ville face à l'océan Atlantique avec ses commerces, ses entreprises, ses industries. Ici vivent ou plutôt survivent Abdel Kader, Adam, Khalil, Aymane, Fayza, Aziz, Salima, Achraf, enfants et adolescents âgés de 8 à 17 ans. Vendus comme personnel de maison par leurs parents, maltraités, battus, abandonnés, ils errent depuis des jours, des mois ou des années dans les rues de la ville.

Depuis 1995, l'association Bayti se bat pour les réinsérer, offrant aux volontaires le gîte et le couvert, la possibilité d'aller à l'école ou de suivre des stages professionnels.

Public

Le public s'est inscrit pour les trois jours ou par journée.

310 personnes par jour, usagers, professionnels et étudiants du secteur social et médico-social.

Les groupes ont été accueillis avec plaisir.

FESTIVAL DE LA MUSIQUE

PAR JOHN WARD

Parmi les spécificités du projet de la Fondation ITSRS, l'importance accordée aux activités culturelles et aux valeurs de solidarité et de partage qu'elle véhicule n'est pas restée lettre morte ces dernières années. Outre le grand succès du festival du film d'action sociale, mentionnons à ce titre les nombreuses activités de médiation artistique proposées par tous les cursus de formation. Ces activités sont animées par des créateurs capables de faire un lien avec l'intervention sociale et de porter leur travail et leur inspiration dans un sens pédagogique accessible à tous. Autre initiative : la mise en place de « sites qualifiants culturels » qui pourront intégrer la dimension de l'accès à la culture et celle de la médiation dans une démarche d'alternance.

Dans cette même perspective, l'équipe du site de Neuilly-sur-Marne organise les « premières rencontres musicales de l'IRTS », le 21 juin 2011, jour de la fête de la musique. Cette action va permettre de faire connaître un large échantillon d'interventions sociales basées sur la musique. Que cela soit dans un but d'amélioration de l'estime de soi, d'insertion sociale, d'expression et de communication sur un mode non verbal ou encore de « résilience » face aux agressions produites par les réalités sociales actuelles, la musique constitue un puissant moyen pour favoriser la relation à l'autre et pour créer des liens solidaires. Nous espérons que cet événement attirera un large public composé de partenaires et d'étudiants de toutes les filières. Il se déroulera dans une ambiance conviviale et un esprit festif au moment du solstice et sera favorisé par l'implication et la bonne volonté des équipes pédagogiques, des étudiants et de nos partenaires, institutions sociales, services territoriaux, artistes et musiciens qui se joindront à cette fête.

QUELQUES MOTS ENCORE

PAR MARIE-JOSEE GACOGNE-QUESNEL

Je dirais que tenter de retracer son parcours constitue toujours une aventure, à la fois singulière, sociale et collective, mon parcours personnel n'y échappe pas.

Ce qui m'a toujours guidée c'est ce souci de **croiser Culture et Travail Social**, de contribuer avec bonheur et ténacité à une élaboration exigeante d'une culture humaniste et professionnelle conjuguant **l'approche relationnelle et l'expertise** au regard des politiques sociales, d'accorder la technicité et le culturel, de prendre toute la mesure de la réalité des situations et des personnes, d'impulser avec les équipes ce goût de la créativité pour construire ensemble de nouveaux projets qui puissent dynamiser, à notre échelle, le monde complexe et tourbillonnant que nous habitons.

Après un baccalauréat littéraire, l'expérience de mai 1968, un séjour en Angleterre, mes premières études de jardinière d'enfants orientées vers les enfants handicapés, un long passage en librairie spécialisée dans les livres pour enfants, un travail et un accompagnement inoubliables de quelques années comme éducatrice de jeunes enfants dans un service de pédiatrie générale et d'oncologie pour enfants, ma première année comme formatrice auprès de futurs EJE, puis très vite cette immersion auprès d'étudiants de différentes filières en voie directe, en situation d'emploi, enfin un retour dans le champ de la petite enfance en tant que Responsable de Pôle... Voici quelques jalons importants qui ont marqué mon parcours.

Tout en rédigeant ces quelques lignes je mesure la difficulté de retracer son propre itinéraire et de tenter de le transmettre à autrui !

Ce dont je suis consciente et fière, c'est de **porter avec d'autres de ma génération l'histoire des professionnels de la Petite Enfance** : depuis ma première formation de jardinière d'enfants orientée vers l'enseignement spécialisé avec l'apprentissage et la pratique du matériel Montessori, l'arrivée ensuite du 1er diplôme d'Etat EJE jusqu'à la dernière réforme de ce diplôme en 2005, reconnaissant **les éducateurs de jeunes enfants** comme **des travailleurs sociaux** à part entière.

Quelques réflexions et perspectives qui me tiennent à cœur et que j'avais exprimées, lors de mon pot de départ du 30 novembre 2010 :

- **Importance des rencontres humaines, de ceux qui m'ont encouragée ou marquée** : Henri Bissonnier, psychopédagogue et pionnier dans le champ de l'éducation spécialisée, Richard Hoggart, anthropologue, auteur d'un ouvrage majeur « **La culture du pauvre** », François Laplantine, autre anthropologue, auteur de « **De tout petits liens** », Régis Debray, du département de Recherche du mouvement ATD QUART MONDE, ma Directrice de thèse Françoise Cros, spécialiste de l'innovation en pédagogie et des écrits professionnels et tous ceux avec qui je chemine de près ou de loin, avec qui je creuse des puits plus ou moins profonds de solidarité, d'engagement, de connaissance et d'amitié, au fil des jours ; d'où l'importance des « **racines et des ailes** » comme j'aime à le dire aux étudiants et aux professionnels du social.

- Avec les centres de formation je suis sensible à l'interrogation sur **le sens des savoirs et à la façon de les transmettre** : les récentes réformes des diplômes d'Etat, la mise en place des VAE, des sites qualifiants, la réforme universitaire unifiée au niveau européen, tout ceci amène à repenser le sens, les liens entre les différents types de savoirs et leurs croisements. Comment permettre à chaque étudiant d'intérioriser les savoirs de toute nature et d'éviter des attitudes de pur consommateur ? Quel processus à la fois individuel et collectif de formation privilégions-nous et comment l'accompagnons-nous en coresponsabilité avec les intéressés ?
- **L'importance de la convivialité** à maintenir coûte que coûte, spécialement lorsqu'une institution vit des changements ou est appelée à en vivre dans un monde en mouvement constant.
- **Une ouverture indispensable toujours plus grande en direction de l'Europe et l'international**, ce qui veut dire une maîtrise de la langue anglaise a minima pour suivre l'actualité de notre secteur.

Il me reste à redire merci à chacun pour le compagnonnage que j'ai mené avec chacun de vous et vous tous et à vous souhaiter un présent et un avenir à vivre dans la confiance et l'inventivité.

4^{ème} Partie - Services supports

ORGANISATION DE LA DIRECTION GENERALE

Depuis la fusion absorption du site de Neuilly-sur-Marne par l'ITSRS de Montrouge intervenue en 2002, l'organisation de la Direction générale des deux sites a connu une structuration progressive.

Initialement, le Directeur de Montrouge, en toute logique, est devenu le Directeur général de l'IRTS puisque la Fondation ITSRS était la structure absorbant. Le Directeur du site de Neuilly-sur-Marne est devenu Directeur général adjoint de l'IRTS. Une direction, essentiellement en charge de l'animation pédagogique, a été installée sur chacun des sites.

Progressivement, au fil des années, la Direction générale s'est dotée d'une Direction financière et des ressources humaines et d'une équipe de cadres pédagogiques, élargie à des responsables de pôle chargés de consolider la pédagogie de leur unité de formation respective au niveau de l'IRTS.

En 2010, une évaluation a amené une profonde restructuration de l'organisation pédagogique, suite notamment à un audit pédagogique. Les responsables de pôle ont recentré leur activité sur un seul site, estimant que leur activité serait ainsi plus productive.

Au cours du premier semestre 2010, la Direction des ressources humaines a bénéficié d'une importante restructuration, au point qu'en février 2011, la Directrice des ressources humaines était sortie des effectifs de l'IRTS sans être remplacée, le Bureau de la Fondation estimant qu'il était utile et nécessaire de consacrer le redéploiement de ce poste à une Direction des études, direction rattachée directement à la Direction générale.

Cette volonté de la part de la Fondation de mettre la pédagogie au centre de la réorganisation se comprend au travers de l'objet même de l'IRTS. Les changements de modèle pédagogique à l'échelon national, entrepris lui-même dans le sillage européen, obligent à repenser totalement le dispositif pédagogique. Ce redéploiement est donc éminemment stratégique. La genèse de ce projet est expliquée dans le rapport d'activité pédagogique.

Ce préambule effectué, le Directeur général de l'IRTS est doté de larges fonctions :

1. Responsable devant le Bureau et le Conseil d'administration
2. Animation politique régionale, nationale et internationale
3. Animation du projet pédagogique
4. Responsable des études et recherche et journées d'étude
5. Responsable de la gestion financière, des investissements mobiliers et immobiliers
6. Responsable des Ressources humaines et des relations sociales
7. Responsable de la communication interne et externe

Il convient ici de détailler chacune de ces fonctions afin d'apprécier comment elles se déclinent, se délèguent et sont gérées au quotidien.

1. Responsable devant le Bureau et le Conseil d'administration

Cette fonction amène le Directeur général à rendre compte de son activité principalement au Président de la Fondation. En lien direct et permanent, il bénéficie d'une totale délégation. De

ce fait, le Directeur général prépare avec le Président les ordres du jour du Bureau et du Conseil d'administration de la Fondation. Il établit les comptes-rendus de Bureau et rédige les projets de procès-verbaux des Conseils d'administration. À ce titre également, il soumet le budget prévisionnel au Trésorier de la Fondation avant présentation aux instances, il rédige le rapport d'activité annuelle et le rapport de gestion. Son assistante de direction, qu'il partage avec le Président, l'assiste quant à l'élaboration de ces différents documents.

2. Animation politique

Le Directeur général se doit d'être présent dans les différentes instances représentatives du secteur qu'il s'agisse du SYNEAS, de l'URIOPSS, d'UNIFAF, du GNI, de l'UNAFORIS, mais aussi auprès du CRIF ou de la DRJCS et des Universités partenaires et autres réseaux professionnels, tel le GRIF, l'ARIF ou l'ARIFAS. Il est au Conseil des directeurs du GNI et membre de son Conseil d'administration. Il travaille de concert avec le Président de la Fondation veillant à avoir des positions communes devant ces instances politiques et professionnelles. Il peut-être relayé par les Directeurs de site ou le Directeur des études, selon l'importance des rencontres.

3. Animation du projet pédagogique

Le Directeur général, au centre des réseaux de l'IRTS, veille aux orientations stratégiques du secteur. De ce fait, il impulse les orientations politiques de l'IRTS en matière de formation. La professionnalisation, le partenariat universitaire, les études et la recherche, le conseil aux professionnels, voire le développement d'un cours de 30 heures en amphithéâtre sont autant d'axes qu'il lui convient de connaître, de développer ou d'y être acteur. Cette connaissance des pratiques pédagogiques demeure le cœur de cible du management de cet IRTS. Cette mission fait partie intégrante de la culture de l'entreprise.

À cet effet, le Directeur des études est rattaché à la Direction générale. Dans la sensibilité qui vient d'être énoncée plus haut, il conceptualise la formation. Il est en charge du modèle pédagogique de l'IRTS, construisant sa ligne pédagogique permettant de communiquer avec les équipes, les étudiants. Il prépare et anime les CTP qui ont lieu alternativement sur chacun des sites, le Directeur général ayant charge de présider cette instance. Le Président de la Fondation participe à chacun des CTP.

Le Directeur des études veille à l'organisation administrative des documents pédagogiques et il rend compte au Directeur général régulièrement du mouvement des étudiants. Le Directeur général, après proposition du Directeur des études, signe les éventuels arrêts de formation.

Le Directeur des études est présent sur chacun des sites, autant que nécessaire. Il est en lien permanent avec les deux responsables des études de chacun des sites. Il anime et coordonne les relations avec les instances professionnelles et les instances universitaires. Il est en charge de la liste exhaustive des étudiants. Il est assisté dans sa mission par une assistante pédagogique qui à court terme devra prendre la responsabilité de l'encadrement organisationnel de l'ensemble des assistantes pédagogiques de l'IRTS.

Le Directeur des études veille au bon déroulement des admissions de l'ensemble des candidats de l'IRTS et au bon déroulement des certifications de l'ensemble des épreuves délivrées par l'IRTS.

Le Directeur de site est responsable de l'animation du projet pédagogique de son site, tel que défini par le Directeur des études. Il anime les réunions pédagogiques en lien avec le Directeur des études. Il a la charge du développement des formations. Il est responsable de la bonne organisation des études sur son site. En réunion de Direction générale, le Directeur de site rend compte de l'activité pédagogique, des interventions sur site et des journées d'étude ou colloque.

Les réunions de Direction générale élargie sont centrées sur la dynamique pédagogique de l'IRTS. À cet effet, le Directeur des études a en charge la préparation de l'ordre du jour. Le Directeur général préside et anime ces réunions où sont présents, outre le Directeur des études et les deux Directeurs de site, les différents responsables des études et recherche.

4. Responsable des études et recherche et journées d'étude

Les études et recherche font partie intégrante des missions de l'IRTS. Le Directeur général s'assure du suivi des études et impulse la dynamique de recherche. Le responsable des études et recherche, rattaché à la Direction générale, assure auprès du Directeur général une mission de conseil. Il est en charge de l'exécution des études et recherche. Responsable des formations supérieures, il dispose d'une équipe de formateurs spécifique pour la bonne exécution du CAFERUIS et du DEIS sur le site de Neuilly et du Master MOSS sur le site de Montrouge. Le Directeur des études est en charge de la cohérence institutionnelle des projets, des études conduites et de la qualité des formations supérieures dispensées.

En lien avec le Directeur des études, des journées d'étude sont menées sur chacun des sites. Les Directeurs de site ont la responsabilité de ces manifestations.

Le Festival du film, qui a lieu tous les deux ans sur le site de Montrouge, est assuré par le service communication. Un festival de la musique est en cours d'élaboration.

Les rencontres internationales sont de la responsabilité des Directeurs de site d'où part l'initiative. Un colloque européen prévu pour février 2012 est en cours de préparation. Le site de Montrouge assure cette manifestation.

5. Responsable de la gestion financière, des investissements mobiliers et immobiliers

Sans devoir refaire un historique exhaustif, cette fonction était occupée par un Directeur financier. À l'épreuve de l'expérience, il est apparu préférable que le Directeur général occupe pleinement cette responsabilité. Pour ce faire, le Directeur général, avec le Président, est dépositaire des signatures bancaires. Il est le seul à être dépositaire d'une carte bleue dont le montant mensuel est fixé à 7 000 €. Un règlement financier fixe le seuil des doubles signatures avec le Trésorier ou le Président. La ligne des investissements est de sa seule responsabilité, sous couvert du Trésorier de la Fondation.

Il élabore les budgets prévisionnels et établit le rapport de gestion. Il est responsable devant le Conseil de Fondation de la bonne exécution des comptes. Compte-tenu de la taille du budget (9 M€), un Cabinet conseil assiste le Directeur général dans ces fonctions de contrôle. Le Directeur général signe les rapprochements bancaires, les salaires et charges sociales de fin de mois (sans double signature).

Dans cette fonction, le Directeur général est assisté par un chef comptable en charge de la bonne exécution des écritures comptables de son service : fournisseurs – clients – suivi des conventions.

Un cadre gestionnaire paie est responsable des paies et documents juridiques relevant de cette fonction. Chacun de ces deux cadres rend compte de son travail directement au Directeur général. La formalisation des documents administratifs et l'archivage de ces documents sont de la responsabilité de l'assistante de direction générale et présidence.

Le Directeur général a la responsabilité générale des investissements et, à ce titre, il assure la bonne gestion des biens immobiliers et mobiliers. Il peut déléguer au Directeur de site des chantiers de rénovation s'il le juge nécessaire. L'assistante de direction générale a la charge de la préparation, de la centralisation et de l'archivage de ces dossiers soumis à investissement. Ces dossiers peuvent contenir appel d'offre, plan, devis, état des travaux, commission de sécurité...

Le Directeur général définit la politique d'investissement informatique. Il est assisté dans cette mission par un cadre en charge du bon développement et fonctionnement du parc informatique et télématique. Ce cadre, en charge de consolider les pratiques informatiques de l'IRTS est, à ce titre, rattaché au Siège. Il a la responsabilité des conventions avec les prestataires informatiques. Il assure le suivi du parc dans un budget défini. L'archivage des conventions est placé sous la responsabilité de l'assistante de direction générale.

6. Responsable des Ressources humaines et des relations sociales

Sujet sensible, les ressources humaines doivent se distinguer des relations sociales. La culture d'entreprise développée au sein de l'IRTS amène le Directeur général à être vigilant au suivi de carrière de chacun de ses salariés. La délégation de cette fonction au Directeur de site varie selon les contextes.

Ressources humaines

Les Directeurs de site assistent le Directeur général dans cette fonction lors des entretiens bi-annuels. La méthodologie se définit en équipe de Direction générale élargie. Les secrétaires de direction de chaque site formalisent les comptes-rendus d'entretien et les transmettent à l'assistante de direction générale pour archivage dans les dossiers du personnel.

Le Directeur général peut déléguer les entretiens en rapport avec le Plan seniors.

Les Directeurs de site animent les réunions de coordination du personnel auquel le Directeur général peut assister soit sur invitation, soit de son fait.

Ils rendent compte au Directeur général ou, selon, au Directeur des études, des problèmes individuels ou collectifs qu'ils rencontrent avec les membres du personnel, individuellement ou collectivement.

Le responsable du service paie alerte le Directeur général de toute anomalie relative au déroulement de carrière de chaque salarié. Il veille, en la matière, au strict respect du budget prévisionnel.

Le recrutement et la rédaction des contrats de travail sont de la responsabilité du Directeur général pour les salariés permanents inscrits à l'organigramme, tel que présenté au budget prévisionnel. Le Président, selon ses propres modalités, rencontre les cadres pédagogiques

avant toute embauche. Les documents sont élaborés par l'assistante de direction du site de Neuilly-sur-Marne, correspondante de la Direction générale. En lien avec l'assistante de direction générale, elle élabore le projet de contrat de travail après instruction du Directeur général. Un Cabinet conseil peut aider à la rédaction de contrat de travail présentant des particularités. De même, le Directeur général peut avoir recours aux conseils juridiques de ce Cabinet conseil en cas de difficulté juridique pouvant se présenter. Pour les litiges, il saisit le Président qui autorise le recours à un avocat s'il le juge nécessaire. Compte-tenu des particularités juridiques liées au contrat de travail des employés intérimaires, le recours à des intérimaires est de la responsabilité du Directeur général et suit la même procédure.

Les Directeurs des sites ou le Directeur des études, dans le respect du budget prévisionnel, signent les contrats d'usage. Le responsable paie contrôle et valide la régularité des documents émis avant d'établir la paie. Le Directeur général signe l'état des paies mensuel des formateurs occasionnels.

Relations sociales

La plupart des relations sociales sont en lien avec les membres élus du Comité d'entreprise, des délégués du personnel, le CHSCT et les délégués syndicaux.

Les Directeurs de site président les réunions des Délégués du personnel qui ont lieu chaque mois distinctement sur chacun des sites. Les questions et réponses sont transmises à l'assistante de la direction générale en charge de leur diffusion et archivage.

Le Président préside le Comité d'entreprise. Il est assisté de façon permanente à ces instances par le Directeur général. Le Directeur général élabore avec les élus l'ordre du jour. Le Directeur général, en collaboration avec son assistante, est responsable de la préparation des documents obligatoires à remettre aux élus.

Le Directeur général préside le CHSCT qui se tient alternativement sur chacun des sites. En collaboration avec son assistante, il est responsable de la préparation des documents obligatoires à remettre aux élus. Il participe avec le secrétaire du CHSCT à la rédaction de l'ordre du jour et au compte-rendu de séance.

Le Directeur général préside les réunions annuelles obligatoires. Il a délégation du Président pour négocier les accords. Le Directeur général, en collaboration avec son assistante, est responsable de la préparation des documents obligatoires à remettre aux Délégués syndicaux. L'assistante de direction générale est en charge de leur diffusion auprès des institutions et de leur bon archivage.

Le Directeur général prépare le plan de formation après concertation des Directeurs de site et dans le respect des procédures liées à la Commission de formation. Après consultation du Comité d'entreprise exceptionnel, le Directeur général et le Secrétaire du CE le signent conjointement. L'assistante de direction générale a la responsabilité du suivi administratif et financier des documents. Elle transmet au service comptable les documents les concernant.

7. Responsable de la communication interne et externe

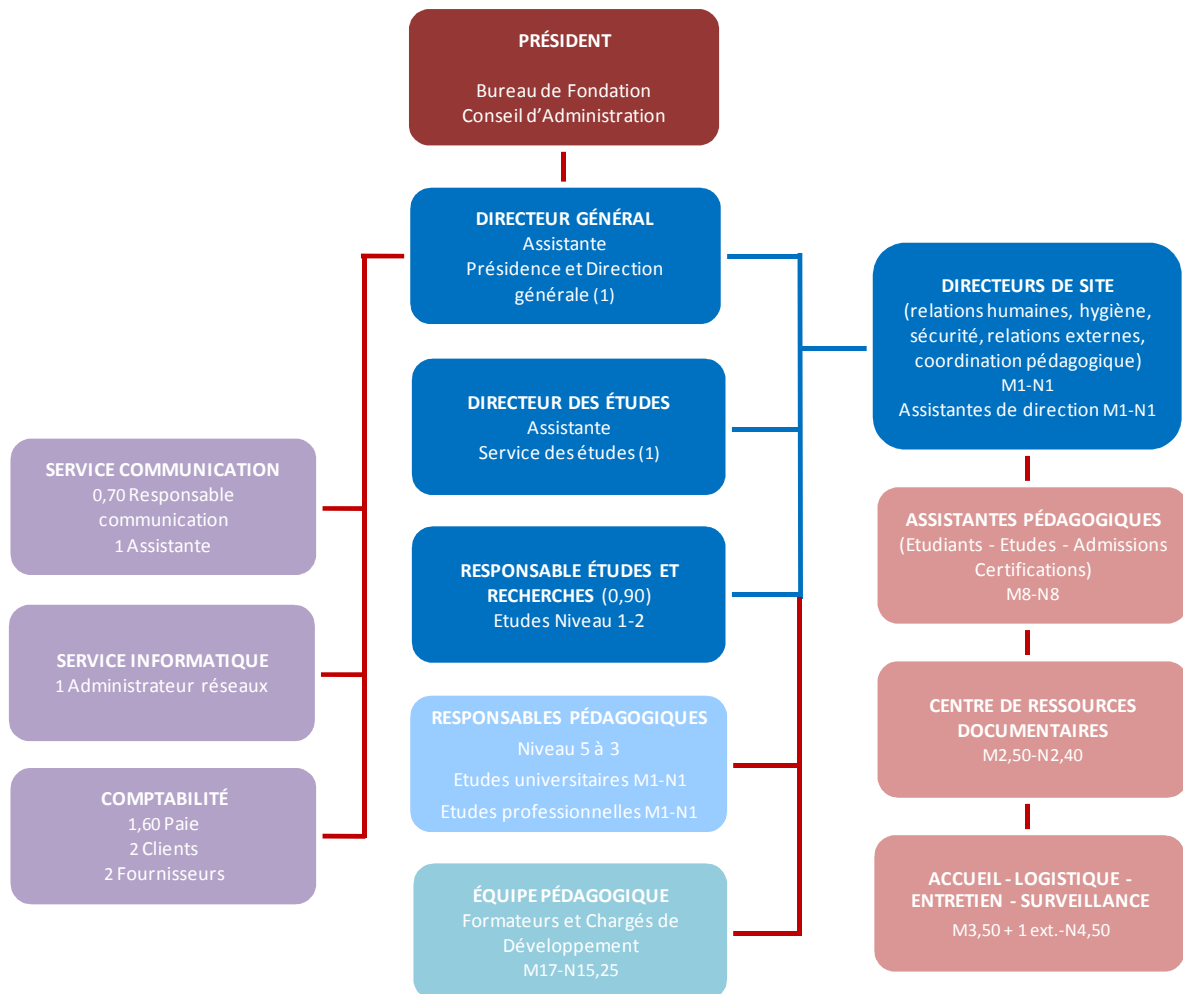
Le Directeur général est responsable de la publicité. Il signe les bons à tirer. Il rédige l'Édito du journal Trace adressé aux professionnels du secteur. Le Directeur général délègue au cadre en charge de la communication : la conception publicitaire, l'édition du journal Trace, l'édition du catalogue des formations annuelles sur site, les manifestations contribuant à la connaissance des métiers du social. Le Responsable de la communication organise l'architecture et le contenu du site internet et du site intranet. Le responsable de la

communication est relayé dans ses fonctions de conception et de communication par une assistante. Le service communication est rattaché au Siège. Il est de la responsabilité directe du Directeur général.

SERVICE RESSOURCES HUMAINES

PAR JEROME GABRIELLI ET SUZY RIBEIRO

ORGANIGRAMME FONCTIONNEL Rentrée 2011



SERVICE COMMUNICATION ANNEE 2010

PAR MARIE-CHRISTINE GIROD

Les objectifs

Le service communication a pour fonction de promouvoir :

- l'activité de formation initiale et continue, du niveau V au niveau I, en fonction des besoins répertoriés par les responsables de filière, au regard des résultats des admissions
- la mission d'animation régionale confiée à l'IRTS, qui se décline sous la forme de journées d'études, colloques, Biennale du film d'action sociale, rencontres et recherche
- la visibilité de l'Institut dans le secteur social et médico-social

Les moyens

La presse du secteur

Pour 2010, L'IRTS a fait paraître 24 annonces. Le service communication assure la conception des maquettes graphiques.

Plusieurs axes stratégiques :

- maintien des annonces avec les annonceurs antérieurs, mais en se rapprochant au maximum des besoins, dans le temps, des filières (lien social, Direction(s), TSA, JAS...)
- parutions dans tous les numéros « spécial formation »
- développement des annonces papier avec de nouveaux partenaires du secteur (ASH, La gazette du social...)
- développement des annonces papier avec de nouveaux partenaires du secteur de l'orientation des jeunes ou des adultes (Onicep, Forma study, Le Parisien...)

Les annonces sur les sites Internet

Certains contrats avec des sites n'ont été reconduits en raison de leur manque d'efficacité.

Pour 2010, L'IRTS a fait paraître 9 Flyers animés sur le site de Lien social et le site Le social, qui incitent l'internaute à visiter une page spécifique de notre site Internet. Les statistiques de fréquentation de notre site sont concluantes, cela correspond à 15% du trafic.

Le référencement sur les sites Internet

Une veille constante des sites a permis la mise à jour de nos coordonnées. Il s'agit d'homogénéiser notre nom, nos coordonnées mails, téléphoniques... et de faire apparaître notre logo. Plus d'une cinquantaine de mises à jour ont été demandées. Un contrat plus adapté a été fait avec les pages jaunes.

Le site Internet de l'IRTS

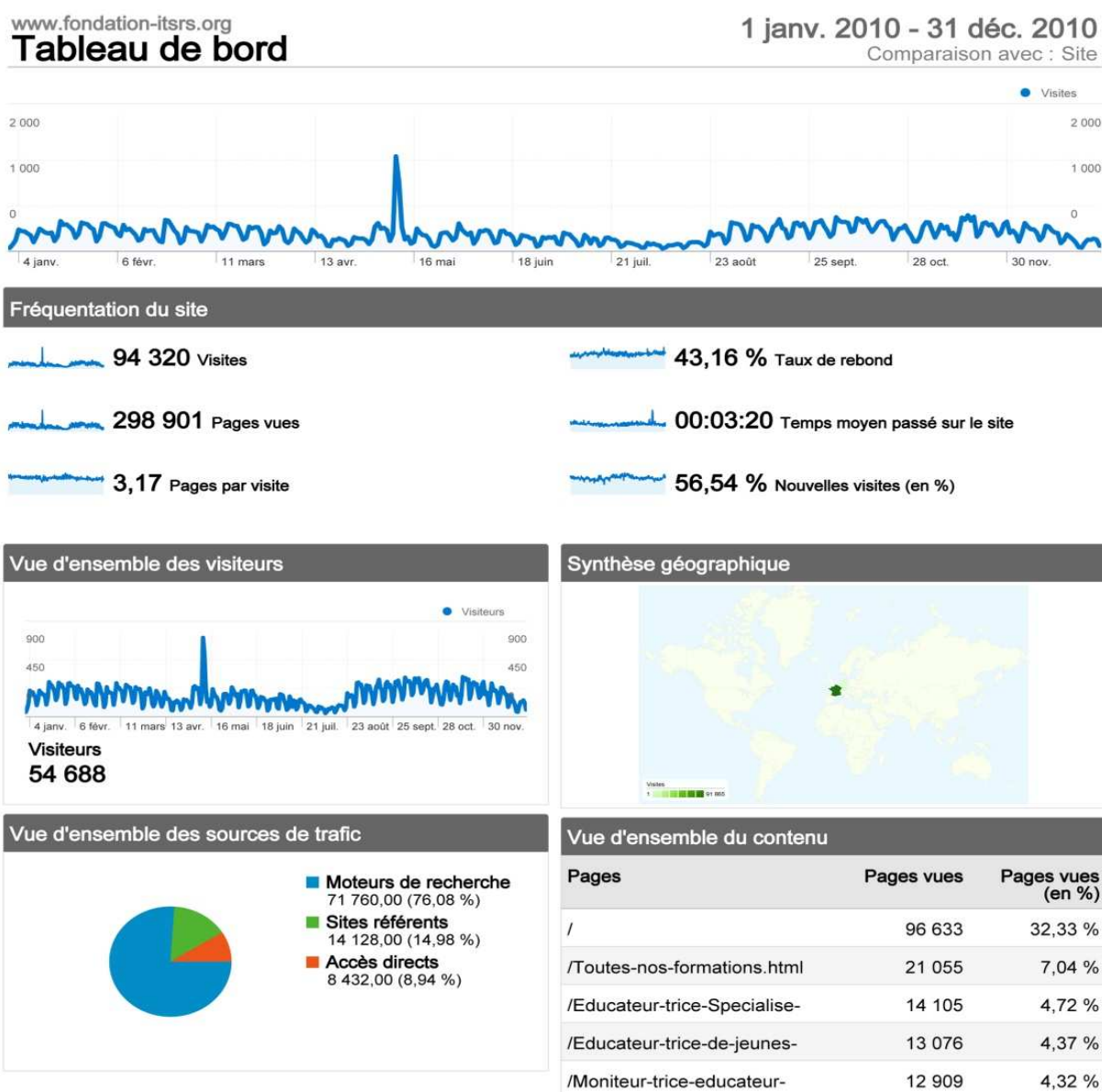
Le site a été conçu par la société Gaïa en étroite collaboration avec le service communication.

Depuis octobre 2009, date de sa mise en ligne, le site internet se développe. 231 articles principalement rédigés par le service communication (hors les offres d'emploi) sont en ligne. Les photos principalement faites par Anne Bernard du service documentation rendent le site beaucoup plus attractif et convivial.

En quelques chiffres pour 2010 : 94 320 visites, 298 901 pages vues et avec un excellent taux de rebond à 43,16%, ce qui signifie que l'internaute trouve ce qu'il cherche.

- il permet aux futurs étudiants de choisir leur métier, d'accéder aux inscriptions des admissions...
- aux internautes d'être informés de notre activité : journées d'études, événements, revue de presse... de pouvoir directement contacter nos services...
- il offre au secteur un espace « offre d'emploi ». 198 offres ont été mises en ligne en 2010.

Voici une synthèse des éléments statistiques 2010.



94 320 visite(s) provenant de 95 pays/territoires

Fréquentation du site						
Visites	Pages par visite	Temps moyen passé sur le site	Nouvelles visites (en %)	Taux de rebond		
94 320 Total du site (en %) : 100,00 %	3,17 Moyenne du site : 3,17 (0,00 %)	00:03:20 Moyenne du site : 00:03:20 (0,00 %)	56,61 % Moyenne du site : 56,54 % (0,13 %)	43,16 % Moyenne du site : 43,16 % (0,00 %)		
Pays/Territoire	Visites	Pages par visite	Temps moyen passé sur le site	Nouvelles visites (en %)	Taux de rebond	
France	91 865	3,18	00:03:15	56,21 %	42,85 %	
Germany	220	3,52	00:03:24	30,00 %	50,45 %	
Réunion	210	2,97	00:02:59	76,67 %	57,62 %	
Guadeloupe	201	3,29	00:04:57	63,18 %	37,81 %	
Belgium	186	2,24	00:01:45	80,65 %	63,98 %	
United Kingdom	182	3,47	00:03:55	67,03 %	40,66 %	
United States	164	2,01	00:49:56	88,41 %	73,17 %	
Canada	163	2,15	00:01:53	67,48 %	65,03 %	
Martinique	148	3,16	00:04:07	56,76 %	43,24 %	
Algeria	140	2,02	00:02:31	84,29 %	65,00 %	
						1 - 10 sur 95

Les forums emploi, salons et journées portes ouvertes

L'objectif est de recruter des étudiants en apportant une aide à l'orientation. L'IRTS a été présent plus de 15 journées, sur plus d'une dizaine d'espaces (Salon du social du Conseil général 93, Top'métier du Conseil général 92, Paris pour l'emploi, salon de l'étudiant en partenariat avec la MAIF...).

Un groupe d'étudiant de Montrouge a été constitué en appui du service communication, ils sont complètement impliqués et pertinents ; les formateurs et assistantes pédagogiques étant quand à eux, peu mobilisables.

Les journées portes ouvertes ont été pour la première fois mises en place sur les deux sites. Elles ont permis l'accueil d'un public surtout jeune, motivé et qui a pu s'inscrire sur place.

Création d'objets promotionnels

Le service communication a conçu et fait fabriquer des bannières, pochettes, stylos et tee-shirts, permettant la diffusion de nos coordonnées. Ces objets recyclés et recyclables sont utilisés lors de l'accueil des formateurs de terrain, colloques, journées portes ouvertes, salons et forum et donnés à nos partenaires.

Des bannières sont réalisées à chaque Biennales pour le concours de l'image pour l'affiche.

Création d'affiches et plaquettes

Le service communication réalise les maquettes des affiches nécessaires à la promotion de ses activités (sauf l'affiche de la Biennale qui est confiée à un graphiste professionnel) en concertation avec les responsables des filières. Le service assure la reproduction, la diffusion.

Création de listing et diffusion

Le service communication assure la mise à jour du fichier général des institutions sociales et médico-sociales, soit plus de 3 000 adresses postales.

Un fichier regroupant les organismes responsables de l'orientation scolaire en IDF a été créé (CIO, missions locales...).

Un fichier issu des offres d'emploi est régulièrement mis à jour. L'avantage est que nous avons les adresses mail.

Des envois postaux ou par Internet sont régulièrement faits. Néanmoins, le gestionnaire externe de nos adresses mail n'est pas en capacité de répondre rapidement à nos demandes de création ou de mise à jour de liste de diffusion, ce qui handicape les envois par Internet.

Le journal ...Traces

Deux N° sont sortis en 2010. Le service communication regroupe les articles, élabore la maquette en collaboration avec le comité de rédaction et assure le suivi de l'impression et la diffusion du journal.

Les perspectives 2011

Il s'agit de continuer les actions déjà menées et qui ont atteint leurs objectifs.
Mais aussi de nouveaux projets :

- la mise en place d'Intranet, permettant aux étudiants et salariés d'avoir accès à de nombreuses informations
- la refonte complète du catalogue de formation continue

CENTRE DE RESSOURCES DOCUMENTAIRES NEUILLY-SUR-MARNE

PAR ANNE BERNARD

En février-mars 2010 l'aide-documentaliste à plein temps a bénéficié d'un congé de paternité suivi de prise de congés et RTT, le service a donc fonctionné avec un effectif réduit pendant un mois.

Au 1^{er} décembre, l'aide-documentaliste à plein temps a quitté le site de Neuilly-sur-Marne pour un poste équivalent à Montrouge. Son remplacement ayant pris effet en mars 2011, le service a terminé l'année 2010 avec un effectif réduit.

A partir du 1^{er} décembre, la responsable du service a augmenté son temps de travail de 70 % à 80% et l'aide-documentaliste à mi-temps est passée à 80%.

Pendant les périodes où l'effectif s'est trouvé réduit, l'activité du Centre de ressources a diminué également. Les conséquences ont principalement été des fermetures sur le temps du déjeuner et une baisse dans les nouvelles acquisitions.

La gestion du fonds

- un abonnement à un périodique supplémentaire a été souscrit
- acquisitions ouvrages : 200
- acquisitions documents : 30
- acquisitions DVD : 11
- récupération d'une partie du fonds du CLICOSS 93 en raison d'une cessation d'activité de celui-ci (collections de revues et quelques ouvrages)

Avec le nouvel abonnement au portail de revues en ligne CAIRN, le fonds s'est enrichi d'environ 50 revues auxquelles le Centre de ressources n'est pas abonné sous forme « papier ». Le portail est consultable depuis les postes du Centre de Ressources et également depuis les postes présents dans les bureaux des salariés.

Nous avons effectué l'inventaire (livres) en juillet, ce qui nous a permis de constater la disparition d'une trentaine d'ouvrages.

Le prêt

La fréquentation a marqué une hausse, avec un total de 18 012 entrées.

Les horaires ont peu varié, nous notons simplement une heure d'ouverture supplémentaire hebdomadaire (le lundi de 12h à 13h).

L'activité du Centre de ressources

- visites du Centre de Ressources et formation à la recherche organisées dans le courant de l'année à la demande de formateurs et intervenants
- constitution de dossiers thématiques en fonction de l'actualité et des demandes
- expositions thématiques selon l'actualité
Exemple :
 - la loi de bioéthique
 - la violence enfants/adultes, en lien avec le colloque du 18 mars
- participation active à la journée Portes Ouvertes ayant eu lieu en octobre 2010 (organisation d'un stand)
- pour la responsable du service, participation à la biennale du film d'action sociale en février 2011, en temps que responsable du comité de sélection : réunions toutes les 3 semaines environ entre juillet et décembre 2010. Visionnage de 80 films environ
- la responsable du service est sollicitée à plusieurs reprises sur les deux sites afin de prendre des photos destinées à illustrer le site Web et à constituer la mémoire de l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne (colloques, événements divers)
- une aide-documentaliste assiste à 3 réunions de producteurs PRISME dans le cadre de sa participation à la commission « Périodiques »

La formation

- la responsable du service effectue jusqu'en juillet 2010 la 2^{ème} année de formation à l'atelier d'écriture : « *apprivoiser les fondamentaux* », effectuée auprès d'ALEPH hors temps de travail à raison de 3 heures par semaine
- participation d'une aide-documentaliste à la session PRISME sur le thème « *Former et communiquer : les stratégies des centres de ressources* »

Les projets

- dans le cadre d'un partenariat actif avec un formateur, le Centre de ressources prévoit l'organisation d'un espace « Art, Culture et Travail Social », dédié au thème des médiations artistiques et culturelles
- il est prévu une participation à la Fête de la musique de juin 2011 : premières élaborations, premières réflexions, premières réunions

RESTRUCTURATION DE L'ESPACE DE RESTAURATION DU SITE DE MONTROUGE

PAR SUZY RIBEIRO

La Fondation a décidé de remettre en état le restaurant après l'incendie d'octobre 2008.

Afin de mener à bien les travaux de restauration, l'IRTS Ile-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne a donc fait appel à la Société GETCO, Groupe d'Etudes Techniques et Coordination du Bâtiment. Après deux études de marché, le contrat a été signé le 4 février 2011 avec les différentes entreprises concernées :

- MARTINS SARL
- TEPCE
- VARIANCE CLIM
- EGD

Le concept retenu est celui du self. Trois espaces ont été définis :

- la salle des étudiants
- la salle du personnel
- la salle événementielle

Les travaux ont débutés le 6 février 2011 par une première phase de dépose et de démolition. La date de réception des travaux est prévue pour juin 2011.

Sigles

ADS : Accompagnement et développement social
AES : Administration Economique et Sociale
AFORTS : Association Française des Organismes de formation et de Recherche en Travail Social
AGFTS : Association Guadeloupéenne pour la Formation des Travailleurs Sociaux
AMP : Aide médico-psychologique
ANDESI : Association Nationale des Cadres du Social
ARIF : Association Régionale des Instituts de Formation
ARIFAS : Association Régionale d'Ile-de-France pour l'Accompagnement et la Validation des Acquis de l'Expérience dans les métiers de la Solidarité
ASS : Assistant de service social
AVS : Auxiliaire de vie sociale
BDE : Bureau des étudiants
BTS : Brevet de technicien supérieur
CAFDES : Certificat d'Aptitude aux Fonctions de Directeur d'Etablissement ou de service d'intervention Sociale
CAFERUIS : Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Encadrement et de Responsable d'Unité d'Intervention Sociale
CEAQ : Centre d'Études sur l'Actuel et le Quotidien
CER : Centre Educatif Renforcé
CESF : Conseiller en économie sociale familiale
CFTS : Centre de Formation des Travailleurs Sociaux
CHRS : Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale
CHSCT : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
CMS : content management system
CNAM : Conservatoire national des arts et métiers
CNRS : Centre national de la recherche scientifique
CRIF : Conseil régional d'Ile-de-France
CTP : Comité Technique et Pédagogique
DC : Domaine de compétence
DE : Diplôme d'Etat
DEAVS : Diplôme d'Etat Auxiliaire de vie sociale
DEES : Diplôme d'Etat éducateur spécialisé
DEIS : Diplôme d'Etat d'Ingénierie Sociale
DF : Domaine de formation
DGAS : Direction générale de l'action sociale
DGCS : Direction Générale de la Cohésion Sociale
DRJSCH : Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
DSB : Dispositif de soutien de branche
ECTS : European Credit Transfer System
EJE : Educateur de jeunes enfants
ES : Educateur spécialisé
ES-SE : Educateur spécialisé en situation d'emploi
ESA : Effectif Subventionné et Autorisé par le Conseil Régional
ESAT : Établissements et services d'aide par le travail

ETSUP : Ecole Supérieure de travail social
GEP : Groupe d'Évaluation Pédagogique
GNI : Groupement National des Instituts régionaux du travail social
GRIF : Groupement de recherche d'Ile-de-France
HEPAS : Hautes écoles professionnelles de l'action sociale
IFSI : Institut de Formation en Soins Infirmiers
IREPS : Institut de Recherche en Santé Publique
IRTS : Institut Régional du Travail Social
IUT : Institut Universitaire de Technologie
ITSRS : Institut de Travail Social et de Recherches Sociales
LISE : Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique
ME : Moniteur éducateur
MOSS : Management des organisations sanitaires et sociales
NAO : Négociations annuelles obligatoires
ODAS : Observatoire National de l'Action Sociale Décentralisée
PAO : Pédagogie active par objectif
PAVE : Plan d'accompagnement vers l'emploi
PICRI : Partenariats Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation
RSQ : Référent site qualifiant
RTT : Réduction du temps de travail
SYNEAS : Syndicat d'employeurs associatifs de l'action sociale et santé
UNAFORIS : Union nationale des associations de formation et de recherche en intervention sociale
UNAPEDA : Union Nationale des Parents d'Enfants Déficiants Auditifs
URIOPSS : Union Régionale Interfédérale des Œuvres et des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux
VAE : Validation des acquis de l'expérience